

**01 /2019**

RLS RESEARCH PAPERS ON PEACE AND CONFLICT STUDIES  
IN WEST AND CENTRAL AFRICA  
FRENCH VERSION



**L'escalade  
des  
conflits  
au  
**BURKINA FASO****

**Alex Thurston**





**L'escalade des  
conflits  
au  
BURKINA FASO**

**Alex Thurston**





# Table des matières

6	A propos de l'auteur
7	Abréviations
9	Introduction
13	Le contexte régional : La déstabilisation de la Libye et du Mali, et les politiques du défunt régime Compaoré envers les djihadistes
18	La fragmentation du réseau politique et de sécurité
29	L'évolution de la politique au Nord et à l'Est
33	La Mobilisation Djihadiste au Burkina Faso
45	Les chefs héréditaires et les Koglweogo
52	La gauche critique
57	Recommandations
60	Conclusion

## A propos de l'auteur

Alex Thurston est professeur adjoint de sciences politiques à l'Université de Cincinnati. Il est titulaire d'un doctorat en études religieuses de la Northwestern University et d'une maîtrise en études arabes de la Georgetown University. Ses principales publications sont notamment *Salafism in Nigeria: Islam, Preaching and Politics* (Cambridge University Press, 2016) et *Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement* (Princeton University Press, 2017). Il écrit fréquemment pour son site Web, Sahel Blog, et pour d'autres médias.

# Abréviations

ANR	Agence Nationale de Renseignement
AQIM	Al-Qaïda au Maghreb Islamique
CDP	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
EIGS	Etat Islamique dans le Grand Sahara
Fedap-BC	Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré
FABF	Forces armée du Burkina Faso
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wa-l-Muslimin/Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
MPP	Mouvement du Peuple pour le Progrès
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'ouest
ODP-MT	Organisation pour la Démocratie Populaire – Mouvement du Travail
ODJ	Organisation Démocratique de Jeunesse
REN-LAC	Réseau National de Lutte Anti-Corruption
RSP	Régiment de la Sécurité Présidentielle





# Introduction<sup>1</sup>

En octobre 2014, un soulèvement populaire au Burkina Faso a précipité un coup d'État militaire contre Blaise Compaoré, président sortant qui occupait le pouvoir depuis vingt-sept ans. A la suite d'une transition de quatorze mois, d'un coup d'Etat raté en septembre 2015 et d'une élection présidentielle le mois suivant, le Président Roch Kaboré a pris ses fonctions en décembre 2015. L'euphorie de la révolution burkinabè s'est cependant largement estompée : en juin 2019, un sondage d'opinion national a montré que sur environ 3 000 personnes interrogées, près des deux tiers ont exprimé le souhait de voir Compaoré revenir. Les mêmes personnes interrogées ont exprimé une profonde insatisfaction quant à la performance de ses successeurs sur pratiquement toutes les grandes questions auxquelles le pays est confronté, de la réforme des services de santé à la gestion du secteur minier.<sup>2</sup> Dans la presse burkinabè, les commentateurs expriment régulièrement le sentiment que le pays est à la dérive, sans identité ou vision pour le futur, sentiment partagé par nombre de journalistes et membres de la société civile interviewés dans le cadre de ce rapport. Malgré une croissance macro-économique actuelle et prévue de 6% par an,<sup>3</sup> le peuple burkinabè est frustré.

La principale cause de malaise parmi les citoyens burkinabè est l'aggravation rapide de l'insécurité dans le pays, une crise si soudaine que même les experts ont été pris au dépourvu.<sup>4</sup> La violence s'est abord focalisée sur les forces de sécurité mais les cibles se sont rapidement élargies pour inclure un éventail de civils, notamment des

---

<sup>1</sup> L'auteur tient à remercier les personnes suivantes qui ont gracieusement et généreusement contribué à la recherche pour ce rapport ou qui ont fourni des commentaires sur les ébauches précédentes : Inoussa Baguian, Eloïse Bertrand, Daniel Eizenga, Pierre Englebert, Philippe Frowd, Koudbi Kaboré, Frédéric Madore, Lassane Ouedraogo, Zacharia Tiemtoré, et tous ceux qui ont accepté d'être interviewés. Toute erreur de fait ou d'interprétation relève, bien entendu, de la seule responsabilité de l'auteur.

<sup>2</sup> Notes de l'auteur d'une présentation du Centre pour la gouvernance démocratique, Présimètre et Diakonia, "Dialogue démocratique sur les résultats du sondage d'opinion 'Présimètre' du premier semestre de l'année 2019", Ouagadougou, 14 juin 2019. Le pourcentage en faveur du retour de Compaoré est passé de 58 % en décembre 2018 à 67 % en juin 2019.

<sup>3</sup> Banque mondiale, "La Banque mondiale au Burkina Faso : Overview ", <https://www.worldbank.org/en/country/burkinafaso/overview>, consulté le 10 septembre 2019.

<sup>4</sup> Pas plus tard qu'en 2014, deux experts ont conclu que " le Burkina Faso est vulnérable à l'extrémisme violent, mais la menace n'est pas imminente ". Augustin Loada et Peter Romaniuk, "Preventing Violent Extremism in Burkina Faso: Toward National Resilience Amid Regional Instability ", Global Center on Cooperative Security, juin 2014, p. ix, <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2014/07/BF-Assessment-Eng-with-logos-low-res.pdf>.

individus et groupes ciblés selon des critères ethniques et même religieux. Les auteurs de violences illégitimes sont pluriels : bandits, djihadistes<sup>5</sup>, milices communautaires et forces de sécurité elles-mêmes. Dans le nord et l'est du pays, les insurrections djihadistes ont déclenché une dynamique complexe et auto-renforcée; en particulier, la réaction des forces de sécurité a, par inadvertance, stimulé la mobilisation djihadiste, tandis qu'un climat d'assassinats ciblés et de représailles au niveau communautaire a alimenté des tensions inter-ethniques croissantes. Ces tendances ressemblent vaguement à celles qui se dessinent de l'autre côté de la frontière dans le centre du Mali, et pour comprendre l'insécurité au Burkina Faso il faut nécessairement prêter attention aux contextes locaux et régionaux.

Pourtant, l'insécurité physique qui règne dans la périphérie du pays (et, parfois, au centre) n'est qu'une partie d'une crise plus vaste et essentiellement politique.

Ce rapport soutient que le Burkina Faso est au milieu d'une compétition pour le pouvoir entre l'Etat, ou plutôt un segment des partisans de l'ancien réseau de pouvoir autocratique de Compaoré, et diverses structures de pouvoir alternatives émergentes ; cette compétition est à la fois un moteur et un résultat de l'insécurité actuelle. Ces structures alternatives comprennent non seulement les djihadistes, mais aussi la milice Koglweogo, ce que l'on pourrait appeler la « gauche critique », et divers intérêts commerciaux privés. En outre, parallèlement à des sentiments anti-français en croissance ailleurs en Afrique de l'Ouest, les interlocuteurs burkinabè ont également exprimé leur frustration vis-à-vis de ce qu'ils considèrent comme une hégémonie française renouvelée au Burkina Faso, un degré de domination française que certains Burkinabè n'ont pas ressentie depuis la période coloniale ; un jeune militant a souligné que le premier président du Burkina Faso, Maurice Yaméogo, avait refusé aux Français les privilèges d'y établir leurs bases - privilège dont ils bénéficient actuellement.<sup>6</sup> Le Ministre de la Défense, Chérif Sy, a publiquement remis en cause le rôle de la France au Burkina Faso et au Sahel. En juin 2019, il a dit à un journaliste : « Il y a peut-être 4 000 hommes dans la région, ils ont toutes les ressources militaires et technologiques, alors je suis surpris qu'ils n'aient pas réussi à éradiquer cette bande de terroristes. Nous nous posons beaucoup de

---

<sup>5</sup> Les autorités burkinabè ont tendance à utiliser le terme « terroristes » plutôt que celui de « djihadistes ».

<sup>6</sup> Entretien avec Ouiry Sanou, Ouagadougou, 14 juin 2019.

questions : s'ils le voulaient vraiment, ils auraient pu les battre, alors ont-ils un autre programme? »<sup>7</sup>

L'Etat burkinabè est dans l'impasse. Toutefois, la question de savoir comment et dans quelle mesure il acceptera de relever les défis explicites et tacites qui pèsent sur son autorité, reste ouverte. Certains groupes contestant le pouvoir de l'Etat nient avoir des projets politiques. Pour autant, les défis sont réels.

Entre-temps, la crise actuelle a mis en évidence la diminution des capacités de l'Etat en matière de sécurité et de renseignement au lendemain de la chute de Compaoré, mais aussi le fait que l'Etat n'aurait probablement jamais eu la capacité de réagir efficacement à une insurrection djihadiste en pleine expansion. Sous Compaoré, les services de sécurité et de renseignement ont longtemps été orientés vers la répression de la dissidence politique plutôt que vers la contre-insurrection interne. Les nombreuses vulnérabilités de l'Etat, avec de nouveaux problèmes qui viennent s'ajouter aux anciennes vulnérabilités, ont permis l'émergence d'une lutte de pouvoir aux multiples facettes.

Cette lutte pour le pouvoir a un certain rapport avec le changement social rapide. Les mécanismes de coopération inter-ethnique et interreligieuse de longue date sont mis à rude épreuve, de même que les hiérarchies traditionnelles au sein des différentes composantes de la société burkinabè. Dans de multiples domaines, les élites et les intellectuels burkinabè se plaignent de ce qu'ils considèrent comme un « incivisme »<sup>8</sup> ou une « incivilité » croissante - un discours qui reflète l'anxiété face à l'effritement potentiel du tissu social. Ces angoisses sont plus graves que les ronchonnements courants que l'on trouve partout dans le monde alors que les aînés se plaignent de l'indiscipline alléguée des jeunes. Au contraire, ceux qui dénoncent l'« incivisme » craignent que les crises politiques ne se transforment en crises sociales. Dans un essai de 2018, un écrivain déplorait : « Nous insultons grossièrement et fièrement le chef de l'Etat, les ministres de la République, le chef de l'opposition politique, les

---

<sup>7</sup> Simon Allison, "I Question France's Motives, Says Burkina Faso's Defence Minister", *Mail & Guardian*, 4 juin 2019, <https://mg.co.za/article/2019-06-04-00-i-question-frances-motives-says-burkina-fasos-defence-minister>. Voir aussi "Terrorisme au Burkina Faso : Pourquoi ? Que Faire ?" Institut Free Afrik, décembre 2018, pp. 34-35.

<sup>8</sup> Voir, par exemple, Soumaila Sana, Sa majesté Kupiendieli, 31<sup>e</sup> roi du Gulmu : "La situation de deux chefs à Diabo est un défi à ma personne", *Le Faso*, 8 décembre 2017, <https://lefaso.net/spip.php?article80884..>

dirigeants des partis politiques et des organisations de la société civile, les leaders d'opinion, les journalistes, les organes de presse, les dirigeants ouvriers, les députés, les maires - en un mot nos dirigeants. Nous nous insultons devant nos enfants... Nous justifions l'injustifiable en présence de nos enfants et d'autres enfants. »<sup>9</sup> Les angoisses de l' « incivisme » sont, en partie, une façon d'exprimer un fort pessimisme par rapport à la trajectoire du pays. On a le sentiment que « incivisme » et « insécurité » sont des forces sociales imbriquées qui minent les sociétés et les communautés.

L'État aujourd'hui fait face aux structures de pouvoir alternatives émergentes dans le pays et dans la société qu'il cherche parfois à coopter. Cependant, ni une simple réaffirmation de l'autorité de l'État ni la poursuite de la « bonne gouvernance » ne suffiront à attaquer les causes profondes de l'insécurité physique et de l'anxiété sociale dans le pays. Au contraire, une sécurité et une stabilité durables passeraient par un nouveau mode d'autorité politique, plus responsable et moins hiérarchisé, l'habilitation des citoyens à mieux contrôler les ressources naturelles de leur pays et un moyen de rassurer les citoyens burkinabè que les perspectives de leur pays sont bonnes. Une autre question est de savoir si les autorités ont le désir ou les motivations d'apporter de tels changements. Un pays connu depuis longtemps pour sa cohésion sociale est aujourd'hui menacé de fragmentation croissante.

---

<sup>9</sup> ElHadji Boubacar, "Développement de l'incivisme au Burkina Faso : La jeunesse à l'école des adultes ", Le Pays, 13 février 2018, <http://lepays.bf/developpement-de-lincivisme-burkina-faso-jeunesse-a-lecole-adultes/>.

# Le contexte régional : La déstabilisation de la Libye et du Mali, et les politiques du défunt régime Compaoré envers les Djihadistes

Lors de nos interviews, des journalistes burkinabè, des membres de la société civile et des analystes appartenant à des *think tanks* ont souvent replacé l'insécurité actuelle qui sévit au Burkina Faso dans un contexte régional plus large. Les interlocuteurs ont notamment avancé deux explications : premièrement, que la révolution libyenne de 2011 a déclenché un effet domino plus généralisé qui a provoqué une crise sahélienne après une autre, pour finalement atteindre le Burkina Faso ; deuxièmement, que le régime Compaoré a maintenu des accords tacites avec des Djihadistes, leur permettant de prendre ce pays comme "base arrière" ou "refuge" et d'attaquer le Burkina Faso une fois leur "protecteur" parti du pouvoir.<sup>10</sup> Cette dernière explication, centrée sur Compaoré, est extrêmement répandue et a été exprimée par nul autre que l'actuel président Kaboré.

Dans une interview accordée en 2018, Kaboré a affirmé qu'après son entrée en fonction, des « intermédiaires » au service des djihadistes lui ont rendu visite pour « exiger les véhicules à traction intégrale promis par le président Compaoré... Je leur ai dit d'aller le voir à Abidjan [où Compaoré est en exil] »; cet incident et d'autres ont été mentionnés comme preuves que Compaoré avait collaboré avec des djihadistes pendant plusieurs années. Dans la même interview, Kaboré a déclaré que Compaoré « ne fait rien pour dissuader ses associés » de financer des attentats terroristes au Burkina Faso. Kaboré a spécifiquement désigné les associés de Compaoré, Moustapha Ould Limam Chafi (voir ci-dessous) et Alizéta Ouédraogo, comme financiers potentiels.<sup>11</sup> Un autre haut dirigeant du parti au pouvoir, s'exprimant à titre personnel, a ajouté que selon ses sources,

---

<sup>10</sup> De telles expressions ont été répétées dans des entretiens avec des interlocuteurs burkinabè à Ouagadougou en juin 2019.

<sup>11</sup> Pascal Airault, "Roch Kaboré : «Le Burkina Faso n'a pas de problème interreligieux. Mais il y a des minorités illuminées»,", *L'Opinion*, 11 juin 2018, <https://www.lopinion.fr/edition/international/roch-kabore-burkina-faso-n-a-pas-probleme-interreligieux-il-y-a-154698>.

sous Compaoré, les djihadistes avaient déposé « des caches d'armes presque partout au Burkina »<sup>12</sup>. Ces allégations s'inscrivent dans un contexte régional plus large, étant donné que de nombreuses élites sahéliennes affirment que d'autres gouvernements régionaux - en particulier l'Algérie et la Mauritanie - ont également des « ententes » avec des djihadistes.

Cette double explication, qui attribue la responsabilité de l'effondrement de la Libye et du régime Compaoré, contient d'importants éléments de vérité mais doit aussi être considérablement nuancée.

Pour commencer par la révolution libyenne et son effet domino, le défi analytique consiste ici à trouver un équilibre entre les facteurs régionaux et locaux impliqués dans un conflit sahélien donné. Par exemple, il est vrai que les rapatriés de Libye ont joué un rôle important dans le soulèvement du nord du Mali en 2012, mais il y avait aussi un contexte marqué par des causes plus profondes à ce soulèvement : l'histoire des rébellions antérieures au nord du Mali ainsi que la longue histoire d'antagonisme et de tension entre les segments de la population du nord et l'État central à Bamako.

Si l'on considère les insurrections djihadistes au Burkina Faso, en particulier celle du nord du Burkina Faso, l'influence de la crise malienne à partir de 2012 est indéniable : la personnalité djihadiste burkinabè Ibrahim "Malam" Dicko a passé du temps avec les djihadistes du nord du Mali avant de lancer son propre mouvement, Ansaroul Islam (« défenseurs de l'Islam »). Ansaroul Islam a également des liens étroits avec le dirigeant djihadiste du centre du Mali Amadou Kouffa. Néanmoins, comme l'ont souligné International Crisis Group et d'autres observateurs, la violence au Burkina Faso a des « racines sociales » localisées, tout aussi importantes pour comprendre la situation dans ce pays.<sup>13</sup> Il faut souligner que l'insurrection djihadiste dans le Nord a débuté comme un mouvement social non-violent qui a ensuite évolué en réaction aux changements rapides de l'environnement politique qui l'entourait, activant des tensions anciennes et nouvelles. Comme le constate Nicolas Hubert, « la propagation de la violence au Burkina Faso ne peut être véritablement comprise sans prendre en compte l'évolution du conflit

---

<sup>12</sup> Entrevue avec Moussa Boly, Ouagadougou, 13 juin 2019.

<sup>13</sup> International Crisis Group, "The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North," 12 octobre 2017, <https://www.crisisgroup.org/file/5272/download?token=NIozsYDD>.

malien, les enjeux fonciers et environnementaux propres au contexte burkinabè, les stigmatisations et exclusions pratiquées par l'autorité centrale contre les populations et les régions considérées périphériques. »<sup>14</sup> La crise du Burkina Faso ne constitue pas seulement un contrecoup du séisme régional qui a éclaté avec la révolution libyenne.

Pour ce qui est des relations entre Compaoré et les djihadistes, le tableau est encore plus complexe. D'une part, il est indéniable que Compaoré et ses conseillers principaux, notamment Djibril Bassolé, Gilbert Diendéré (voir ci-dessous) et le mauritanien Moustapha Ould Limam Chafi, ont joué des rôles de médiateurs et d'intermédiaires avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et le mouvement Ansar al-Din (« défenseurs de la religion ») du nord du Mali. Dès 2009, Ould Chafi a négocié directement avec les commandants sahraouis de l'AQMI pour obtenir des rançons en échange des otages occidentaux que le groupe avait enlevés. Dans une perspective plus large, comme l'a fait valoir avec perspicacité un interlocuteur, le rôle de personnalités comme Ould Chafi illustre des tendances de portée plus générale dans la façon dont le réseau Compaoré opérait - Compaoré était entouré de diverses « personnes fantômes » qui géraient leur portefeuille de manière *ad hoc* et apparemment intéressées<sup>15</sup> ; ce qui a parfois suscité des objections des autres gouvernements ouest-africains.

Au cours de la rébellion de 2012 au Mali, qui a été rapidement dominée par Ansar al-Din, le gouvernement de Compaoré a non seulement organisé au moins une libération d'otages, mais a également cherché à négocier un règlement politique plus large entre Ansar al-Din et le gouvernement malien. Cet effort s'est traduit par une rencontre personnelle entre Bassolé et le dirigeant d'Ansar al-Din, Iyad ag Ghali, en août 2012<sup>16</sup>, ainsi que par plusieurs rencontres entre Compaoré et des représentants d'Ansar al-Din, à Ouagadougou, fin 2012. De tels contacts connus sont en partie à l'origine de cette

---

<sup>14</sup> Nicolas Hubert, « Burkina Faso: Un terreau pour la propagation du conflit Malien? » Centre FrancoPaix, juin 2019, p. 7, [https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/07/2019\\_07\\_N-Hubert\\_Burkina-Faso.pdf?fbclid=IwAR0TMDtBYIN1hFic4R3zAAD93MC9BbmT8YITLFYo52yc\\_8ckHNGNk1UQzC4](https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/07/2019_07_N-Hubert_Burkina-Faso.pdf?fbclid=IwAR0TMDtBYIN1hFic4R3zAAD93MC9BbmT8YITLFYo52yc_8ckHNGNk1UQzC4).

<sup>15</sup> Entrevue téléphonique avec Zacharia Tiemtoré, 25 juillet 2019.

<sup>16</sup> Adam Nossiter, "Burkina Faso Official Goes to Northern Mali in Effort to Avert War," *New York Times*, 7 August 2012, <https://www.nytimes.com/2012/08/08/world/africa/burkina-faso-official-visits-mali-in-effort-to-avert-war.html?mtrref=www.google.com&gwh=4CBA975A3C833B381AED1AD9DFDAB23B&gwt=pay&assetType=REGIWALL>.

plainte récurrente aujourd'hui, formulée par certaines élites du Burkina Faso, selon laquelle Compaoré aurait accueilli des djihadistes dans des hôtels de luxe aux yeux de tous.

D'autre part, le simple fait de contacts avérés entre l'équipe de Compaoré et les djihadistes n'indique pas l'existence d'un véritable pacte de non-agression entre Compaoré et AQMI. Comme l'a affirmé un journaliste burkinabè, « les ingrédients [d'une crise sécuritaire] existaient déjà » à l'époque de Compaoré.<sup>17</sup> En effet, en 2009, certains hauts responsables de la sécurité de Compaoré se plaignaient auprès des diplomates américains que l'AQMI avait commencé à infiltrer des communautés du nord du Burkina Faso. Déjà à cette époque, les responsables de la sécurité burkinabè craignaient de ne pas avoir la capacité d'empêcher AQMI de s'y implanter.<sup>18</sup> AQMI a également enlevé une femme née au Burkina Faso et son mari italien en Mauritanie en 2009.

Au milieu de la crise malienne de 2012, les efforts de Compaoré pour trouver une solution politique pour le nord du Mali se sont concentrés sur Ansar al-Din plutôt que sur AQMI. La version d'Ansar al-Din qui existait en 2012, il faut le souligner, était une organisation fondamentalement différente d'Ansar al-Din telle que reconstituée après l'intervention française au nord du Mali en janvier 2013. Jusqu'en 2012, Ansar al-Din comportait deux grandes ailes : l'une comprenant des djihadistes endurcis ; l'autre comprenant d'éminents politiciens du nord du Mali, notamment l'élite touareg de la région de Kidal. C'est avec ces politiciens que Compaoré et Bassolé ont négocié, essayant à plusieurs reprises de les convaincre de couper les liens avec l'AQMI et de conclure un accord avec le gouvernement malien. Il est douteux que Compaoré ait considéré ces négociations comme un moyen de conclure un accord avec les djihadistes purs et durs.

Enfin, on peut également signaler que plusieurs Etats sahéliens ont été pris pour cible, ou à nouveau pris pour cible, par AQMI après la participation des militaires de ces pays à l'opération Serval de la France, c'est-à-dire bien avant la chute de Compaoré, en 2014. Rinaldo Depagne, de l'International Crisis Group, a soutenu qu'au

---

<sup>17</sup> Entrevue avec Germain Nama, Ouagadougou, 14 juin 2019.

<sup>18</sup> U.S. Embassy Ouagadougou, "Burkina Faso: MOD Discusses Wide Range of Regional Security Issues with CDA," leaked cable 09OUAGADOUGOU1136, 8 décembre 2009, [https://search.wikileaks.org/plusd/cables/09OUAGADOUGOU1136\\_a.html](https://search.wikileaks.org/plusd/cables/09OUAGADOUGOU1136_a.html).



milieu de la crise malienne de 2012-2013, Compaoré « a révisé sa stratégie, passant progressivement d'arrangements avec des groupes armés à une intervention militaire plus directe... Cela a peut-être mis le Burkina Faso dans la ligne de mire de certains djihadistes. »<sup>19</sup> Il semble probable que le Burkina Faso aurait été la cible de l'AQMI même si Compaoré n'avait pas perdu le pouvoir.

Cela ne veut pas dire que la chute de Compaoré n'a pas eu d'impact sur la capacité de l'Etat à répondre à l'AQMI, Ansar al-Din et leurs alliés burkinabè. Il faut plutôt une compréhension plus complexe : la chute de Compaoré n'a pas seulement mis fin à certaines relations entre les autorités burkinabè et AQMI, elle a également démantelé des structures clés que le président sortant avait utilisées pour gérer le pays tant au niveau sécuritaire que politique. Aux yeux de certains interlocuteurs, en fait, la révolution a fait « s'effondrer » le système autoritaire qui avait contribué en premier lieu à faire du Burkina Faso un pays difficile à infiltrer systématiquement pour les djihadistes.<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup> Rinaldo Depagne, "Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence," International Crisis Group, 5 mars 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-fasos-alarming-escalation-jihadist-violence>.

<sup>20</sup> Entrevue avec Thomas Ouédraogo, Ouagadougou, 13 juin 2019.

## **La Fragmentation du réseau politique et du réseau de sécurité**

Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir en 1987 lors d'un coup d'Etat sanglant contre son prédécesseur et ancien compagnon, le dictateur militaire révolutionnaire Thomas Sankara (au pouvoir entre 1983-1987). Compaoré a coopté des éléments de la coalition de Sankara, mais a également réorienté la politique de l'État dans une direction plus acceptable pour les gouvernements occidentaux et les Institutions financières internationales qui étaient très sceptiques quant au programme socioéconomique de gauche de Sankara.

Le système de Compaoré était moins une bureaucratie d'État sans visage qu'un réseau de personnalités clés ; certains interlocuteurs ont soutenu que c'était surtout les défaillances de ce réseau - un manque de consolidation structurelle, de construction de l'État et de planification pour un avenir post-Compaoré à long terme - qui ont rendu le Burkina Faso vulnérable à un scénario comme la crise actuelle.<sup>21</sup> Les racines de cette personnalisation de l'État remontent à l'arrivée de Compaoré, ce qui a exacerbé les limites antérieures de la construction de l'État burkinabè. Dès son arrivée au pouvoir, Compaoré a rapidement marginalisé certains de ses partenaires qui avaient participé au coup d'État de 1987; deux officiers supérieurs, Jean-Baptiste Boukary Lingani et Henri Zongo, auraient été exécutés après avoir participé à ce que le régime a décrit comme une tentative de coup d'État en 1989. Puis, s'appropriant les structures communistes et syndicales existantes, Compaoré a construit un parti politique de masse : l'Organisation pour la Démocratie Populaire - Mouvement du Travail (ODP-MT). L'ODP-MT s'est rapidement dépouillé de son idéologie communiste et a favorisé le libre marché.

Compaoré a ensuite réussi à faire face aux pressions en faveur de la démocratisation et de la libéralisation qui ont balayé l'Afrique à la fin de la guerre froide, pressions qui ont conduit au renversement des dirigeants militaires au Mali et au Niger voisins. Comme d'autres autocrates de la région, Compaoré a organisé des élections présidentielles - dans le cas du Burkina Faso, en 1991 et 1998 - et les a ensuite dominées dans un contexte de boycott de l'opposition, de faible participation et d'intimidation des dissidents. L'ODP-MT a

---

<sup>21</sup> Entrevue téléphonique avec Z. Tiemtoré.

dominé l'assemblée législative, remportant par exemple 78 des 107 sièges aux élections législatives de 1992 (avec six sièges supplémentaires pour les partis alliés).<sup>22</sup> En 1996, l'ODP-MT s'est transformé en Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP). Compaoré et ses alliés ont monopolisé la scène politique, ce qui a eu des effets qui se sont poursuivis jusqu'à nos jours. Comme l'écrit Dan Eizenga, « Malgré les transitions démocratiques célébrées au Sahel dans les années 1990, la politique sahéenne est dominée par la même élite politique infatigable et la résilience de la politique autoritaire. »<sup>23</sup> Comme on le verra ci-dessous, l'actuel président du Burkina, Roch Kaboré, est une représentation par excellence de ce type de continuité.

À la fin des années 1990, le régime de Compaoré suscite une vive opposition. L'assassinat du journaliste d'investigation Norbert Zongo en décembre 1998 a marqué un tournant. Tué par balle avec son frère, un collègue et un chauffeur, la mort de Zongo semble liée à sa série de reportages sur la disparition d'un chauffeur qui avait travaillé pour François, le frère de Compaoré. Pour de nombreux Burkinabè, l'assassinat de Zongo a symbolisé la corruption et l'autoritarisme de ce régime. Au même moment, le mécontentement grandissait à l'intérieur du pays et au sein de l'armée. De graves mutineries se sont produites en 1999, 2006 et 2011, se mêlant parfois à des manifestations civiles généralisées. Les troubles particulièrement graves de 2011 ont touché de multiples secteurs de la société : soldats, étudiants, syndicats et autres - ce que certains détracteurs considéraient comme une manifestation d'« incivisme » à l'échelle nationale. Dans cette atmosphère chargée, l'autorité de Compaoré a été ouvertement remise en question : « Les soldats de tout le pays se sont montrés plus loyaux les uns envers les autres qu'envers leurs commandants ou le chef de l'Etat »<sup>24</sup>. La crise a provoqué une série de réductions d'impôts ainsi qu'un remaniement ministériel, Compaoré prenant lui-même le portefeuille de la Défense.<sup>25</sup> Cependant, la colère populaire envers le régime ne l'a pas immédiatement handicapé sur le plan politique : en 2005, Compaoré ne pouvait plus en postuler à un nouveau mandat en principe. Avec

---

<sup>22</sup> Issa Cissé, « Histoire du Burkina Faso de 1960 à nos jours » in *Le Burkina Faso passé et présent*, édité par Hamidou Diallo et Moussa Willy Bantenga, 353-394 (Ouagadougou: P.U.O., 2015), pp. 384-385.

<sup>23</sup> Daniel Eizenga, "The Deteriorating Security Situation in Burkina Faso," *Bulletin FrancoPaix* 4:3 (March 2019): 1-5, p. 1, [https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4\\_no-3\\_EN.pdf](https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4_no-3_EN.pdf).

<sup>24</sup> Maggie Dwyer, *Soldiers in Revolt: Army Mutinies in Africa* (Oxford: Oxford University press, 2017), p. 160.

<sup>25</sup> Cissé, "Histoire du Burkina Faso," pp. 389-390.

ses partisans, il avait soutenu que la modification constitutionnelle de 2000 qui apporte cette limitation de mandats ne pouvait lui être appliquée rétroactivement. Il a remporté facilement les élections de 2005 et 2010.

En 2012-2014, les lignes de fracture se sont élargies au sein du réseau d'élite de Compaoré, notamment du côté civil. Dans le domaine de la sécurité, Compaoré s'est appuyé sur Diendéré pour gérer le puissant Régiment de sécurité présidentiel (RSP) et sur Bassolé pour gérer la gendarmerie et assumer des portefeuilles ministériels clés (Intérieur, Affaires étrangères). Pourtant, même avec ces proches alliés, il y avait des limites : Bassolé n'a qu'une influence limitée en politique formelle, et même avec Diendéré, « l'homme de l'ombre » qui était au centre de « toutes les intrigues »<sup>26</sup> une certaine méfiance a pu exister entre Compaoré et lui.<sup>27</sup> Le côté civil du réseau s'est avéré encore plus difficile à maintenir intact. Lors du congrès général du CDP en mars 2012, le chef de parti de longue date Roch Kaboré et ses alliés ont été écartés au profit du chef de cabinet de Compaoré, Assimi Kouanda<sup>28</sup> ; Kaboré a quitté son poste de président de l'Assemblée nationale et Simon Compaoré (sans lien de parenté avec le président) a mis fin à son mandat de maire de Ouagadougou.

Ces poids lourds du parti se sentaient marginalisés par les machinations du frère de Compaoré, François ; ce dernier était largement considéré comme le patron de la Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré (Fedap-BC). Initialement une structure parallèle au CDP, Fedap-BC a monté en 2012 ce qu'un politicien a appelé plus tard une « prise de contrôle hostile » du parti. La faction perdante dans cette lutte pour le pouvoir - notamment Kaboré et Simon Compaoré - a finalement rompu avec le CDP en janvier 2014 pour créer un nouveau parti d'opposition, le Mouvement populaire pour le progrès (MPP). Autre architecte clé du MPP, l'ancien allié de Blaise Compaoré, Salif Diallo, dont la rivalité avec François avait conduit à sa marginalisation politique en 2008, après un quart de siècle aux côtés de Compaoré.<sup>29</sup> Au milieu des

---

<sup>26</sup> Entrevue avec G. Nama.

<sup>27</sup> Entrevue avec T. Ouédraogo.

<sup>28</sup> "Burkina Faso : Assimi Kouanda, le choix de Compaoré," *Jeune Afrique*, 21 mars 2012, <https://www.jeuneafrique.com/142462/politique/burkina-faso-assimi-kouanda-le-choix-de-compaor/>.

<sup>29</sup> "Burkina : Salif Diallo, un homme politique habile et pragmatique," *Jeune Afrique*, 20 août 2017, <https://www.jeuneafrique.com/467227/politique/burkina-salif-diallo-un-homme-politique-habile-et-pragmatique/>.

vagues de protestations populaires contre le président, des politiciens importants se dressaient maintenant contre lui, se joignant parfois à la renaissance populaire de la mémoire de Sankara et utilisant cette mémoire comme un gourdin contre le président en difficulté.

Une partie des changements de régime au début des années 2010 s'est traduite par une montée du népotisme et du clientélisme. Il est difficile de savoir si cette dynamique a été impulsée par Compaoré ou si elle a fleuri parce qu'il était indifférent. Rien de tout cela ne veut dire que la politique burkinabè était méritocratique dans les années 1990 et 2000, mais il semble y avoir eu un changement au début des années 2010 vers une situation où les politiciens professionnels (tels que Kaboré et Diallo) ont été marginalisés en faveur des personnes dont les revendications d'influence reposaient sur les liens familiaux plutôt que sur les compétences politiques. Par exemple, une étoile politique montante de la fin de la période compaoréenne était l'épouse de Gilbert Diendéré, Fatoumata Diallo Diendéré, députée parlementaire du CDP, qu'un interlocuteur a qualifiée de « cerveau de son mari » et la vraie politicienne de cette famille.<sup>30</sup> Ce ne fut pas par hasard, ce sont ces ultra-loyalistes proches de Compaoré que l'on accusa ensuite de jouer un rôle clé dans le complot manqué de septembre 2015.<sup>31</sup>

En 2014, la colère populaire contre Compaoré a repris de plus belle lorsque la possibilité de briguer un nouveau mandat s'est fermée. Contrairement à ce qui s'était passé en 2005, la présidence ne pouvait plausiblement soutenir que la limitation du mandat ne s'appliquait pas; il s'agissait maintenant d'abroger l'article 37 de la Constitution afin de permettre à Compaoré de se présenter aux élections prévues pour 2015. Le 21 octobre 2014, la présidence a demandé à l'Assemblée nationale d'envisager de modifier la Constitution, ce qui a provoqué des manifestations de rue massives, en partie organisées par des mouvements de la société civile tels que Balai Citoyen, le Front de Résistance Citoyenne et d'autres. Le conflit a atteint son paroxysme le 30 octobre, lorsque des manifestants ont brûlé l'Assemblée nationale pour empêcher le vote de l'abrogation de l'article 37; les manifestants ont notamment attaqué les maisons des derniers alliés politiques de Compaoré, dont François Compaoré,

---

<sup>30</sup> Entrevue avec G. Nama.

<sup>31</sup> Benjamin Roger, "Burkina : Eddie Komboïgo et la belle-fille du général Diendéré ont été remis en liberté provisoire," *Jeune Afrique*, 30 mai 2016, <https://www.jeuneafrique.com/329709/politique/burkina-eddie-komboïgo-belle-fille-general-diendere-ont-ete-remis-liberte-provisoire/>.

Alizéta Gando, Assimi Kouanda et Soungalo Ouattara.<sup>32</sup> Le lendemain, Compaoré démissionne et est « exfiltré » en Côte d'Ivoire par les forces françaises. Tout au long de ces événements, les politiciens de l'opposition ont suivi plutôt que dirigé le flux de mobilisation populaire, mais il ne fait aucun doute que Compaoré est tombé si vite parce qu'il avait déjà perdu des segments importants de l'élite politique, en particulier ceux du MPP récemment créé.

Dans un premier temps, le Chef d'état-major de l'armée, le Général Honoré Traoré, a annoncé qu'il était en charge, mais il a rapidement été mis sur la touche par le Commandant Adjoint du RSP, le Colonel Yacouba Isaac Zida. La prise de pouvoir de ce dernier a été rendue possible par la supériorité de l'équipement et de la formation du RSP, ainsi que par la popularité de Zida auprès des soldats ordinaires et par sa position de « figure respectée et consensuelle parmi les hommes de l'armée ».<sup>33</sup> On ne sait pas ce qui s'est passé exactement parmi les hauts responsables de la sécurité pendant cette période critique de fin octobre - début novembre 2014. Zida a dit qu'il avait exhorté son supérieur, Diendéré, à demander à Compaoré de se retirer. Il a également nié que Diendéré lui ait ordonné de prendre le pouvoir et de mettre Traoré sur la touche.<sup>34</sup> Il est à noter que Zida et Diendéré sont du même village, Yako, qui est également le berceau de Sankara.

Quoi qu'il en soit, Zida et Diendéré se sont rapidement opposés sur des questions politiques fondamentales, notamment celle de l'avenir du RSP. Le mandat de Zida à la tête de l'Etat a été bref - le 18 novembre, il s'est retiré en faveur d'un civil, l'ancien ministre des Affaires étrangères et représentant des Nations Unies Michel Kafando. Cependant, Zida est ensuite devenu le premier ministre de Kafando, ce qui a fait naître au Burkina Faso le sentiment général que l'armée avait conservé une forte emprise sur la politique du pays. Bien qu'issu des rangs du RSP, Zida a finalement signé la décision de le dissoudre en septembre 2015 - une décision qui a provoqué un coup d'état dirigé par le RSP qui a privé Kafando et Zida du pouvoir pendant

---

<sup>32</sup> Sten Hagberg, Ludovic Kibora, Fatoumata Ouattara et Adjara Konkobo, "Au cœur de la révolution burkinabè," *Anthropologie & développement* No. 42-43 (2015): 199-224, p. 216.

<sup>33</sup> Virgile Dall'Armellina, "'People Don't Trust Him': Uncertainty Surrounds Colonel in Control of Burkina Faso," VICE News, 3 novembre 2014, [https://news.vice.com/en\\_us/article/yw4j8w/people-dont-trust-him-uncertainty-surrounds-colonel-in-control-of-burkina-faso](https://news.vice.com/en_us/article/yw4j8w/people-dont-trust-him-uncertainty-surrounds-colonel-in-control-of-burkina-faso).

<sup>34</sup> Benjamin Roger, "Yacouba Isaac Zida : « Si je dois rentrer au Burkina pour être candidat en 2020, je serai prêt à affronter tous les risques », " *Jeune Afrique*, 17 juin 2019, <https://www.jeuneafrique.com/mag/788560/politique/yacouba-isaac-zida-si-je-veux-rentre-au-burkina-pour-etre-candidat-en-2020-je-serai-pret-a-affronter-tous-les-risques/>.

environ six jours. Le visage du coup d'Etat était Diendéré, qui dirigeait l'éphémère Conseil national pour la démocratie (CNDD).

Diendéré a décrit le coup d'Etat comme une réponse anticipée à la prochaine élection présidentielle, s'opposant en particulier au « code électoral, qui exclut un certain nombre de personnalités ».<sup>35</sup> Ce langage suggère qu'un autre facteur ayant motivé le coup d'Etat pourrait avoir été la décision des autorités de transition du 10 septembre de bloquer la candidature de Bassolé à la présidentielle ; au beau milieu du coup, Bassolé « fit sur Facebook une déclaration que beaucoup considéraient ambiguë », en refusant expressément de dénoncer la prise du pouvoir.<sup>36</sup> Le coup d'État apparaît ainsi à la fois comme un effort d'autoprotection de la part du RSP et comme une tentative de contre-révolution de la part des ultra-loyalistes de Compaoré, bien que Diendéré nie que Compaoré en ait été le commanditaire.<sup>37</sup> Des allégations selon lesquelles des ultra-loyalistes travaillaient avec des djihadistes ont déjà été formulées lors du coup d'Etat ; le gouvernement transitoire a accusé Bassolé de recevoir le soutien des politiques ivoiriens et des Djihadistes maliens.<sup>38</sup>

L'armée et la gendarmerie ont rapidement inversé le coup d'Etat et réinstallé Kafando et Zida, ce qui a permis le démantèlement du RSP; la résistance au coup d'Etat est venue surtout des officiers subalternes, ce qui a entraîné des divisions générationnelles plus larges au sein des forces armées.<sup>39</sup> Entre-temps, Diendéré et Bassolé sont arrêtés. Leur procès est devenu une affaire politique centrale dans le pays et, en septembre 2019, ils ont été condamnés respectivement à vingt et dix ans de prison. La défense de Diendéré consistait en l'argument qu'il n'avait « ni commandé, ni planifié, ni organisé, ni exécuté » le coup d'État, mais qu'il l'avait pris en charge après que les officiers subalternes du RSP ont agi de leur propre

---

<sup>35</sup> Olivier Rogez, "Gilbert Diendéré sur RFI: «Je n'ai pas appelé Blaise Compaoré»,» RFI, 17 septembre 2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150917-gilbert-diendere-rfi-burkina-faso-coup-etat-kafando-transition-elections-zida>. See also Lougri Dimtalba "Burkina Faso: Texte de la déclaration du 'Conseil National pour la Démocratie',» Agence Anadolu, 17 septembre 2015, <https://www.aa.com.tr/fr/politique/burkina-faso-texte-de-la-declaration-du-conseil-national-pour-la-democratie/119274>.

<sup>36</sup> Sten Hagberg, "'Thousands of New Sankaras': Resistance and Struggle in Burkina Faso," *Africa Spectrum* 3 (2015): 109-121, p. 112.

<sup>37</sup> Rogez, "Gilbert Diendéré sur RFI."

<sup>38</sup> Hagberg, "'Thousands of New Sankaras',» p. 114.

<sup>39</sup> Abdoul Karim Saidou, "Burkina Faso : où en est la réforme de l'armée, deux ans après l'insurrection populaire ?" GRIP, 12 janvier 2017, p. 8, [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2017/NA\\_2017-01-12\\_FR\\_AK-SAIDOU.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2017/NA_2017-01-12_FR_AK-SAIDOU.pdf).

initiative.<sup>40</sup> Le coup d'État, le contre-coup, le procès et la condamnation reflètent tous une question plus large de discorde autour de la politique burkinabè au lendemain de la chute de Compaoré. Comme l'ont écrit plusieurs analystes en 2015, "le débat actuel sur la scène politique nationale se situe entre exclusion et inclusion »<sup>41</sup> et ce débat s'est poursuivi, à différents titres, au moment de la rédaction.

Bien que Zida ait été rétabli au pouvoir avec Kafando, la fortune politique de Zida n'a pas tardé à décliner. Après les élections de novembre 2015, Kaboré est entré en fonction le mois suivant. Même si certains observateurs soutiennent que Kaboré a gagné en partie grâce au soutien de Zida, les deux hommes étaient en désaccord peu après l'inauguration ; en janvier 2016, Zida s'est rendu au Canada d'où il a refusé d'obtempérer aux ordres de Kaboré de retourner au pays. Zida est toujours en exil au Canada, mais reste politiquement actif et nourrit potentiellement des ambitions présidentielles.

La combinaison de la révolution et de l'échec du coup d'État a considérablement affaibli les forces de sécurité et les services de renseignement. Cette faiblesse est due à des lacunes tant individuelles qu'organisationnelles ; avec Bassolé et Diendéré en prison et Zida en exil, les principaux responsables des forces de sécurité de l'époque de Compaoré étaient désormais absents. Certains observateurs sont même allés plus loin en affirmant que le problème vient non seulement du manque de capacités, mais aussi des efforts actifs d'anciens soldats mécontents pour provoquer l'insécurité dans le pays. Ces observateurs ont désigné les plus de 500 soldats licenciés après les mutineries de 2011, ainsi que les anciens membres du RSP sans foyer après la dissolution de leur régiment en 2015, comme participants potentiels au banditisme et au terrorisme.<sup>42</sup> L'une des expressions les plus frappantes de cette argumentation est venue du journaliste Joe Penney, qui non seulement considère la participation d'anciens éléments du RSP au djihadisme comme probable, mais perçoit cette situation comme une conséquence non voulue du soutien américain au régime Compaoré pendant la Guerre contre la terreur : « L'insécurité que vit aujourd'hui

---

<sup>40</sup> Nadoun Coulibaly, "Burkina : Gilbert Diendéré nie être le cerveau du putsch manqué et charge Isaac Zida," *Jeune Afrique*, 26 novembre 2018, <https://www.jeuneafrique.com/672504/politique/burkina-gilbert-diendere-nie-etre-le-cerveau-du-putsch-manque-et-charge-isaac-zida/>.

<sup>41</sup> Hagberg et al, « Au cœur de la révolution Burkinabè, » p. 219.

<sup>42</sup> Depagne, "Burkina Faso's Alarming Escalation of Jihadist Violence." See also Saidou, « Burkina Faso : où en est la réforme de l'armée ?, » p. 12.



le Burkina Faso semble être la preuve que l'appui à une unité d'élite qui travaille pour un dictateur corrompu peut conduire à plus de terrorisme et d'insécurité. »<sup>43</sup> Toutes les allégations graves qui visent maintenant Diendéré, Bassolé, et les anciens membres des RSP demeurent peu étayées pour parvenir à un constat formel sur ces faits.

Selon l'universitaire Abdoul Karim Saidou, le Burkina Faso dispose d'une « armée politique » dont « la dépolitisation apparaît comme un enjeu fondamental dans le processus de changement lancé par la révolution ». Pourtant, ajoute Saidou, les efforts de réforme menés sous Kaboré « n'ont pas encore remis en question les fondements de la doctrine de défense héritée du régime Compaoré »<sup>44</sup>. De plus, l'armée s'est vu accorder un contrôle substantiel sur le processus de réforme, reflétant la « réticence des officiers supérieurs à ouvrir le champ de la défense au contrôle civil » - ou même à inclure la voix des officiers subalternes.<sup>45</sup>

Il y a, en outre, des rivalités multiples au sein des forces de sécurité : les querelles entre policiers et gendarmes, gendarmes et soldats, et entre "clans" au sein de l'armée. La dispersion de l'ancien RSP au sein de l'armée a également favorisé les conflits, car nombre de ces anciens membres du RSP ne se sentent pas vraiment membres de l'armée.<sup>46</sup> Les responsables de la lutte contre la corruption s'imaginent que la corruption au sein des forces de sécurité peut permettre aux djihadistes de verser des pots-de-vin qui leur permettent de circuler librement à travers le pays.<sup>47</sup>

Parmi les réformes des services de sécurité figure la création par le gouvernement de transition de l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) en octobre 2015.<sup>48</sup> Après l'entrée en fonction de Kaboré, l'ANR était dirigée par un de ses alliés, le Colonel François Ouédraogo de la gendarmerie.<sup>49</sup> En juin 2018, l'Assemblée nationale a alloué des

---

<sup>43</sup> Joe Penney, "Blowback in Africa: How America's Counterterror Strategy Helped Destabilize Burkina Faso," *The Intercept*, 22 novembre 2018, <https://theintercept.com/2018/11/22/burkina-faso-us-relations/>.

<sup>44</sup> Saidou, "Burkina Faso : où en est la réforme de l'armée," p. 2.

<sup>45</sup> Saidou, "Burkina Faso : où en est la réforme de l'armée," p. 6.

<sup>46</sup> Entrevue avec Ladj Bama, Ouagadougou, 12 juin 2019.

<sup>47</sup> Entrevue avec two RENLAC officials, Ouagadougou, 13 juin 2010.

<sup>48</sup> Gouvernement du Burkina Faso, « DECRET N°2015-1150/PRES-TRANS du 16 octobre 2015 portant création d'une Agence Nationale de Renseignement (ANR) ».

<sup>49</sup> "Burkina : objectif juin 2017 pour l'Agence nationale de renseignement," *Jeune Afrique*, 1 juillet 2016, <https://www.jeuneafrique.com/mag/336844/politique/burkina-objectif-juin-2017-lagence-nationale-de-renseignement/>.

fonds supplémentaires à l'ANR<sup>50</sup>, mais les attentats terroristes successifs dans la capitale ainsi que la grave insécurité au nord et à l'est du pays ont montré les limites de la nouvelle unité <sup>51</sup> ainsi que les limites des forces de sécurité en général. Comme l'a dit un haut responsable politique : « Nous ne sommes pas habitués à ce genre de guerre... c'est quelque chose qui nous a surpris ». <sup>52</sup>

Au moment où l'insécurité a vraiment commencé à s'aggraver au Burkina Faso, Kaboré présidait les vestiges du réseau de Compaoré, mais c'était maintenant un réseau dont la portée et la force diminuaient par rapport à ce qu'il était auparavant. Cette faiblesse explique, en partie, pourquoi la réaction initiale des autorités à l'insurrection djihadiste dans le nord a été, selon les termes d'un journaliste, « très timide ». Le même journaliste ajoute que si les autorités avaient agi rapidement et de manière décisive au début de 2016, à une époque où la population locale observait déjà des « mouvements bizarres » dans le nord et l'est, les autorités auraient peut-être contenu la crise naissante. Kaboré a ensuite été critiqué pour avoir trop longtemps gardé le portefeuille de la Défense, puis pour avoir nommé un technocrate à ce poste, avant d'installer un ancien journaliste et homme politique chevronné ayant de nombreux contacts dans la hiérarchie militaire (Chérif Sy, ancien chef du Conseil National de Transition après la chute de Compaoré).<sup>53</sup>

D'un point de vue politique, Kaboré avait également moins d'outils pour travailler que Compaoré n'en avait eu quelques années auparavant. Comme le soutient un éminent membre de la société civile, ce sont les « anciens compagnons » de Compaoré qui ont pris le pouvoir après sa chute, mais « avec beaucoup moins de professionnalisme ». <sup>54</sup> La mort de Salif Diallo en août 2017 a à la fois symbolisé et accéléré la mort de l'ancien ordre. Un diplomate européen anonyme a déclaré à *Jeune Afrique* qu'« après Thomas Sankara et Blaise Compaoré, je pense qu'il est la troisième personne emblématique qui laisse son empreinte dans la vie politique au Burkina Faso. »<sup>55</sup> Architecte du CDP et du MPP, Diallo possédait une expertise unique dans la gestion des partis au pouvoir au Burkina

---

<sup>50</sup> Moussa Diallo, "Renseignement au Burkina : L'Assemblée nationale adopte une nouvelle loi pour renforcer l'efficacité du système," *Le Faso*, 4 juin 2018, <https://lefaso.net/spip.php?article83784>.

<sup>51</sup> "Terrorisme au Burkina Faso: Pourquoi? Que Faire?" pp. 38-40.

<sup>52</sup> Entrevue avec M. Boly.

<sup>53</sup> Entrevue avec L. Bama.

<sup>54</sup> Entrevue avec Christian Zougmoré, Ouagadougou, 11 juin 2019.

<sup>55</sup> "Burkina : Salif Diallo, un homme politique habile et pragmatique."

Faso, ainsi qu'un vaste carnet d'adresses à travers le pays et une réputation de « faiseur de rois » qui contrôlait plusieurs nominations cruciales<sup>56</sup> Au moment de sa mort, il était président de l'Assemblée nationale.

Plusieurs personnes interrogées ont dit sans ambages que Simon Compaoré, aujourd'hui à la tête du MPP, ne possède pas le même degré de savoir-faire politique que Diallo, ce qui signifie qu'il y a maintenant « indiscipline » et « manque de motivation » dans le parti - problèmes que Kaboré, en tant que Président, n'a plus les moyens de résoudre.<sup>57</sup> Et même les dirigeants du MPP ont dit que le remplaçant de Diallo comme chef de l'Assemblée nationale, Alassane Bala Sakandé, allié de Kaboré, n'a pas l'expérience de Diallo.<sup>58</sup>

Il convient de rappeler ici que le MPP, selon les termes d'un journaliste burkinabè, n'est pas « un parti de conviction » - il s'est formé rapidement et dans un contexte chaotique comme un véhicule pour les adversaires politiques de Blaise Compaoré.<sup>59</sup> Kaboré, quant à lui, ne peut se contenter de reproduire le vaste réseau de pouvoir que Compaoré contrôlait, dont l'étendue n'était peut-être pleinement visible qu'à Compaoré lui-même et peut-être à quelques autres intimes ; même lorsque Kaboré avait un rôle central dans ce réseau, il s'est surtout entretenu avec ses « homologues » dans le domaine politique formel. Le réseau que possède aujourd'hui Kaboré n'a pas la même « densité » et la même « qualité » que celui de Compaoré.<sup>60</sup>

Le MPP se prépare déjà pour les élections de 2020. Lorsque Kaboré a remanié son cabinet en janvier 2019, cette décision reflétait en partie la frustration populaire face à l'insécurité, mais aussi un changement dans la façon de penser du MPP : certains des principaux départs ont été des poids lourds du MPP, notamment Simon Compaoré et Smaïla Ouédraogo. Cette mesure avait peut-être pour but de simultanément décharger Kaboré afin qu'il puisse former un cabinet plus inclusif - y compris, notamment, un premier ministre de l'ancien CDP au pouvoir - et de permettre aux dirigeants du MPP

---

<sup>56</sup> Entrevue avec G. Nama.

<sup>57</sup> Entrevue avec G. Nama.

<sup>58</sup> Benjamin Roger, "Burkina Faso : Sakandé prend ses marques à l'Assemblée," *Jeune Afrique*, 13 February 2018, <https://www.jeuneafrique.com/mag/526878/politique/burkina-faso-sakande-prend-ses-marques-a-lassemblee/>.

<sup>59</sup> Entrevue avec G. Nama, Ouagadougou.

<sup>60</sup> Entrevue téléphonique avec Z. Tiemtoré.

de se consacrer davantage à la planification de la campagne 2020.<sup>61</sup> Cependant, il reste à voir si une élection véritablement nationale et inclusive pour 2020 est possible - les violences au Nord et à l'Est pourraient empêcher les élections dans certaines régions.

Au milieu de la fragmentation et de l'agitation de la politique nationale, le paysage politique a également changé au niveau local - y compris dans le Nord agité, l'un des deux épicentres de l'insécurité au Burkina Faso. Avant de se pencher sur la présence djihadiste au nord et à l'est - l'autre épicentre de l'insécurité - la section suivante examinera d'abord les développements politiques dans ces zones clés.

---

<sup>61</sup> Karim Badolo, "«Un réarmement moral et tactique», Dr Thomas Ouédraogo du CGD," Sidwaya, 24 janvier 2019, <https://www.sidwaya.info/blog/2019/01/24/un-rearmement-moral-et-tactique-dr-thomas-ouedraogo-du-cgd/>.

## L'évolution politique au Nord et à l'Est

Le « Grand Nord » - qui comprend les Régions du Nord et du Sahel - a longtemps souffert d'une négligence considérable, en particulier au Sahel. Selon de nombreux observateurs, le régime de Compaoré considérait ces zones comme éloignées, inutiles et coûteuses à développer ; envoyer des fonctionnaires dans le nord était une punition.<sup>62</sup> Compaoré disposait d'un réseau politique et de renseignement dans le nord impliquant un large éventail de personnes, et c'est ce réseau qui a donné une certaine force politique à son régime, contrairement à l'absence relative de réseau du MPP au nord du pays.<sup>63</sup> Pourtant, même à l'époque de Compaoré, il y avait des lacunes importantes. Bien que le président et son équipe aient su équilibrer les nominations ministérielles entre des personnalités de différentes régions et de différents groupes ethniques, les partenaires de Compaoré au Sahel ne représentaient pas nécessairement les intérêts et les perspectives de la population locale.<sup>64</sup> En raison d'un fossé plus large entre les dirigeants et les gouvernés sous Compaoré, l'écart peut avoir été particulièrement important au Sahel. Selon les responsables anti-corruption, les résidents du Sahel ont longtemps dû payer pour recevoir les services publics.<sup>65</sup> Entre-temps, les hommes politiques les plus éminents du Nord ont eu tendance à venir de Ouahigouya, le centre administratif de la région du Nord, et non du Sahel. Salif Diallo et plusieurs de ses successeurs, dont l'actuel président de l'Assemblée nationale Sakandé, sont tous originaires de Ouahigouya.

En ce qui concerne la gestion du nord par Kaboré, la mort de Salif Diallo a peut-être eu un impact particulier sur la capacité de la présidence et du MPP à créer et à soutenir des réseaux politiques dans la région. Diallo, d'origine peule, était une « personnalité transversale » dans le Nord, un membre de la famille noble du

---

<sup>62</sup> Entrevue avec C. Zougmoré.

<sup>63</sup> Entrevue avec Koudbi Kaboré, Ouagadougou, 11 juin 2019 ; Entrevue avec Abdoulaye Diallo, Ouagadougou, 14 juin 2019. Major figures from Compaoré's time, such as the former CDP heavyweight and former Minister of Mines Kader Cissé, still preserve some influence in the Sahel, although Cissé among others may eventually face legal proceedings. Voir Michel Nana, "Région de l'Est: « Les terroristes exploitaient l'or », selon Oumarou Idani, ministre des Mines et des Carrières," *Le Pays*, 6 mai 2019, <http://lepays.bf/region-de-lest-les-terroristes-exploitaient-lor-selonoumarou-idani-ministre-des-mines-et-des-carrieres/>.

<sup>64</sup> Entrevue téléphonique avec Z. Tiemtoré.

<sup>65</sup> Entrevue avec deux officiels du REN-LAC.

Yatenga, mais aussi une figure très crédible auprès des militants politiques de base du CDP et plus tard du MPP.<sup>66</sup> Un dirigeant du Nord a décrit Diallo comme un « animal politique » et un brillant penseur stratégique dont la mort a laissé un vide crucial.<sup>67</sup> Il existe des successeurs potentiels - l'un d'eux est l'allié de Diallo, Smaïla Ouédraogo, qui a été ministre de la Santé puis ministre de la Jeunesse dans l'un des gouvernements précédents de Kaboré - mais jusqu'ici personne n'a rempli le vide laissé par Diallo. Le renvoi de Ouédraogo du gouvernement dans le cadre du remaniement ministériel de janvier 2019 a également fait sourciller, certains observateurs émettant l'hypothèse que le réseau de Diallo était en train d'être purgé.<sup>68</sup>

Il ne faut pas exagérer l'influence de Diallo dans le grand nord : même sous Compaoré, des figures comme Hama Arba Diallo (1939-2014) représentent des poches d'opposition. M. Diallo a été élu maire de Dori, capitale de la région du Sahel, en 2006, au grand dam du CDP de Compaoré,<sup>69</sup> puis élu à l'Assemblée nationale en 2007 et 2012 sur les listes du Parti pour la Démocratie et le Socialisme, représentant la province du Séno, au Sahel, et deuxième à l'élection présidentielle en 2010.<sup>70</sup> Pourtant, le CDP avait les moyens de saper les figures de l'opposition dans le nord : quand Arba Diallo est devenu maire de Dori en 2006, un journaliste a observé : « Avec ses 85 conseillers, le CDP n'a pas pu garder la mairie, mais c'est un nombre suffisant pour provoquer un blocage des travaux du conseil municipal ». Et bien qu'Arba Diallo ait reçu le soutien critique de l'Emir de Dori,<sup>71</sup> à d'autres moments, les intérêts du CDP s'alignaient sur ceux des dirigeants peuls au sommet de la hiérarchie sociale.

Ces chefs peuls ou nobles sont des élites héréditaires, mais ils ont parfois eu de mauvais résultats lors d'élections ouvertes où les anciens esclaves et les catégories sociales marginalisées sont importantes d'un point de vue démographique. Pourtant la noblesse

---

<sup>66</sup> Entrevue avec un chercheur burkinabè qui a requis l'anonymat, Ouagadougou, juin 2019.

<sup>67</sup> Entrevue avec M. Boly.

<sup>68</sup> "Smaïla Ouédraogo, nouveau secrétaire permanent du CNLS-IST," Kaceto, 4 avril 2019, <https://www.kaceto.net/spip.php?article6397>.

<sup>69</sup> Newton Ahmed Barry, "Arba Diallo, nouveau maire de Dori..." *Le Faso/L'Événement*, 1 August 2006, [https://lefaso.net/spip.php?article15449&fbclid=IwAR1D\\_ETMTdyxL7nbanSseyXG6HVSHgNEC7R3yAbKa2qosCRVOqsB058cSM4](https://lefaso.net/spip.php?article15449&fbclid=IwAR1D_ETMTdyxL7nbanSseyXG6HVSHgNEC7R3yAbKa2qosCRVOqsB058cSM4).

<sup>70</sup> Lawrence Rupley, Lamissa Bangali, and Boureima Diamitani, *Historical Dictionary of Burkina Faso*, Third Edition (Lanham, Toronto, and Plymouth: The Scarecrow Press, Inc., 2013), p. 57. See also Rémi Carayol, "Hama Arba Diallo, figure de la gauche burkinabè, est décédé," *Jeune Afrique*, 1 octobre 2014, <https://www.jeuneafrique.com/43265/politique/hama-arba-diallo-figure-de-la-gauche-burkinab-est-d-c-d/>.

<sup>71</sup> Barry, "Arba Diallo, nouveau maire de Dori..."

a souvent fait appel au CDP au pouvoir pour imposer les nobles comme candidats et même lorsque ces derniers ont perdu les élections, elle pouvait tenter d'empêcher les conseils élus de fonctionner dans le but de faire tenir à nouveau des élections municipales.<sup>72</sup> Les tensions politiques au Sahel sont donc bien antérieures au conflit actuel. Il est possible qu'une partie de la vague actuelle d'enlèvements et d'assassinats de responsables locaux au Sahel soit des cas de règlements de comptes plutôt que de simples violences djihadistes contre l'État.<sup>73</sup>

Les hiérarchies ont également été perturbées à l'Est, mettant en jeu non seulement des politiciens élus mais aussi des chefs coutumiers. L'un des principaux chefs dont l'autorité a été ouvertement contestée est le chef de Fada N'Gourma, centre administratif de la région Est. Kupiendiéli le 31<sup>ème</sup>, connu sous le nom de Roi de Gulmu, est censé sélectionner de nouveaux sous-chefs chaque fois qu'un poste se libère, en choisissant parmi plusieurs candidats. « Pour moi, » dit le Roi dans un entretien en 2017, « mon choix est le seul et il est définitif. »<sup>74</sup> Cependant, au début des années 2000, des conflits au sujet de la succession avaient éclaté au grand jour. Par exemple, dans Diabo, le fils d'un chef décédé a refusé d'être écarté en 2004.<sup>75</sup> De tels conflits ont ensuite eu des répercussions sur la hiérarchie. Les conflits semblent s'être intensifiés après le soulèvement de 2014 - le Roi de Gulmu était particulièrement proche de Compaoré, et le renversement de ce dernier a encore affaibli son pouvoir.

Par exemple, en 2015, à la suite du décès du chef du village de Saatenga dans la commune de Diabo, le successeur désigné par le Roi - un soldat retraité du RSP nommé Abdoul Kader Zoétyenga - a été contesté par un chef autoproclamé qui avait le soutien du chef autoproclamé du Diabo ainsi que celui, supposé, d'un important homme d'affaires local. En décembre 2016, leurs partisans respectifs s'affrontent violemment.<sup>76</sup> Le Roi a ouvertement déploré la situation

---

<sup>72</sup> Entrevue avec K. Kaboré, 12 juin 2019.

<sup>73</sup> Entrevue avec K. Kaboré, 12 juin 2019.

<sup>74</sup> Sana, "Sa majesté Kupiendiéli, 31<sup>e</sup> roi du Gulmu."

<sup>75</sup> "Burkina Faso: Diabo : 2 bonnets rouges pour 1 trône," Observateur Paalga, 19 novembre 2004, <https://fr.allafrica.com/stories/200411190510.html>. Voir également « Diabo : crise au sein de la Chefferie coutumière », Le Faso, 27 septembre 2004, <https://lefaso.net/spip.php?article4143>.

<sup>76</sup> <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:b-G48HzeBtoJ:www.sidwaya.bf/m-14523-conflit-de-chefferie-a-saatenga-deux-bonnets-pour-un-village.html+&cd=11&hl=en&ct=clnk&gl=us&client=safari>.

mais reconnaît aussi qu'il dispose de peu d'outils pour bloquer le « défi à [s]a personne ». <sup>77</sup>

Certains analystes ont conclu que les tensions au sein de la hiérarchie principale ont contribué à faciliter la mobilisation djihadiste dans l'Est, certains chefs potentiels mécontents ayant apporté leur soutien à la cause djihadiste. <sup>78</sup>

---

<sup>77</sup> Sana, "Sa majesté Kupiendieli, 31e roi du Gulmu."

<sup>78</sup> Entrevue avec Luc Damiba, Ouagadougou, 15 juin 2019.



# La Mobilisation Djihadiste au Burkina Faso

Le Burkina Faso est devenu un lieu d'implantation où les djihadistes régionaux exercent leur influence. Les principales organisations djihadistes du pays sont Ansaroul Islam et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).

Ansaroul Islam est né en 2016 sous la direction d'Ibrahim "Malam" Dicko (Malam, de l'arabe mu'allim, signifiant « maître »). Originaire de la province de Soum, dans la région du Sahel au Burkina Faso, Dicko était un prédicateur radio populaire et le leader d'un réseau caritatif et militant appelé al-Irchad (« Orientation »). Un interlocuteur a raconté que le prêche de Dicko a commencé comme un message essentiellement politique qui se focalisait sur le fait de dire aux habitants du Nord que l'État les avait oubliés et abandonnés ; « la question de l'Islam n'est venue qu'après. »<sup>79</sup> Au début, Dicko avait un solide appui des élites locales ; un homme politique du Nord, qui connaissait personnellement Dicko, le décrit comme « un garçon très sérieux et calme [qui] se laisse tenter par l'argent » que lui proposaient les djihadistes.<sup>80</sup> En 2012 au plus tard, Dicko était courtisé par Iyad ag Ghali et Amadou Kouffa, les deux dirigeants djihadistes les plus tristement célèbres du Mali aujourd'hui. Dicko a passé un certain temps entre 2013 et 2015 dans le nord du Mali et dans une prison malienne avant de rentrer chez lui. De retour à Soum, il a été confronté à des tensions croissantes avec l'élite politique et religieuse. En 2016, il est répudié par l'émir de Djibo et l'imam de la ville (dont il avait épousé la fille).<sup>81</sup> A cette époque, les élites locales comprennent qu'en ayant soutenu Dicko, « elles sont tombées dans un piège. »<sup>82</sup> Le prêche anti-soufi de Dicko s'était également aliéné les ordres soufis influents dans la région.<sup>83</sup> Au sein d'Al-Irchad, les penchants djihadistes de Dicko sont devenus un ferment de division. Lorsque Ansaroul Islam a commencé sa campagne de violence systématique, les partisans de Dicko ont ciblé certains dirigeants et membres d'Al-Irchad qui s'opposaient à la violence. En novembre

---

<sup>79</sup> Entrevue avec A. Diallo.

<sup>80</sup> Entrevue avec M. Boly.

<sup>81</sup> International Crisis Group, "The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North," 12 octobre 2017, p. 4, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/254-the-social-roots-of-jihadist-violence-in-burkina-faso-s-north.pdf>.

<sup>82</sup> Entrevue avec K. Kaboré, 11 juin 2019.

<sup>83</sup> Entrevue avec un chercheur burkinabè qui a requis l'anonymat.

2016, par exemple, des assassins ont tué Amadou Boli, « numéro deux du réseau Al-Irchad, un individu qui en savait peut-être trop sur ses activités [et qui pouvait donc] représenter une menace. »<sup>84</sup> Ibrahim Dicko serait mort en mai 2017, succombant peut-être à une maladie chronique et à la famine alors qu'il fuyait les forces antiterroristes françaises qui le poursuivaient.<sup>85</sup> Son décès a porté un coup, mais pas fatal, à Ansaroul Islam. Dicko a apparemment été remplacé par son frère Ja'far, mais de nombreux analystes considèrent ce dernier comme moins charismatique et efficace.

Certains analystes comprennent Ansaroul Islam comme une extension de JNIM. Le chercheur Mahamadou Savadogo appelle JNIM le « leader...autour duquel gravitent Ansaroul Islam (ce qui reste du groupe après la mort de Malam Dicko) et les petits groupes de trafiquants et de délinquants qui pirataient et contrôlaient l'économie grise au Sahel bien avant l'arrivée de JNIM. »<sup>86</sup> Dans cette conception, le djihadisme dans le nord du Burkina Faso représente un pacte entre des djihadistes de longue date et des criminels locaux; un interlocuteur a cité, comme l'une des raisons de l'insécurité croissante, une réaction des trafiquants (de drogue et les contrebandiers) aux menaces perçues contre leurs intérêts.<sup>87</sup> Ce pacte facilite la violence contre les forces de sécurité, mais permet aussi le développement de réseaux de protection qui, à leur tour, favorisent le recrutement : par exemple les djihadistes peuvent de manière crédible garantir une protection aux éleveurs et leurs animaux.<sup>88</sup>

Le phénomène du djihadisme dans le nord a également des aspects très locaux liés au tissu social du nord du Burkina Faso. Dans un rapport de 2017, International Crisis Group a identifié les tensions intra-ethniques, c'est-à-dire intra-Peul, comme moteurs du recrutement d'Ansaroul Islam. Soutenant que « Ansaroul Islam est au moins autant un soulèvement social qu'un mouvement religieux » et qu'il « exprime les griefs d'une majorité silencieuse qui ne détient ni

---

<sup>84</sup> Héni Nsaibia, "Burkina Faso: The Jihadist Threat Continuously Rising in the Far North – A New Ansar Dine Branch in Gestation, Ansaroul Islam?" MENASTREAM, 3 janvier 2017, <http://menastream.com/burkina-faso-jihadist-threat-north/>. Voir également International Crisis Group, "The Social Roots of Jihadist Violence," p. 4, note de bas de page 23; Boli était aussi connu sous les noms de Hamadoun Tamboura et Hamadoun Boly.

<sup>85</sup> Seidik Abba, « Jafar Dicko, le nouveau visage du djihadisme au Burkina Faso », *Le Monde*, 21 décembre 2017, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso\\_5232877\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/21/jafar-dicko-le-nouveau-visage-du-djihadisme-au-burkina-faso_5232877_3212.html).

<sup>86</sup> Savadogo, « Note d'analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso », p. 1.

<sup>87</sup> Entrevue avec A. Diallo. Voir également « Terrorisme au Burkina Faso: Pourquoi ? Que Faire ? » pp. 26-28

<sup>88</sup> Entrevue un analyste burkinabè qui a requis l'anonymat.

pouvoir politique ni autorité religieuse. »<sup>89</sup> International Crisis Group a mis en avant l'appel lancé par Ibrahim Dicko au Rimaïbé, ou aux groupes autrefois asservis au sein de la société peule.<sup>90</sup> Au cours des dernières décennies, l'affirmation de soi de Rimaïbé s'est développée à mesure que Rimaïbé assume des rôles de plus en plus importants dans les sphères économique et politique<sup>91</sup> mais la frustration de Rimaïbé persiste. D'autres interlocuteurs ont évoqué la stigmatisation dont souffrent les *forgerons* (*forgerons*, catégorie socio-professionnelle distincte ou « caste ») : un chercheur burkinabè a évoqué un incident à Gorom-Gorom en 2015, où un *forgeron* a été désigné comme imam temporaire alors que le principal imam était en déplacement, mais la moitié des fidèles ont refusé de prier derrière lui.<sup>92</sup> Tous ces facteurs permettent d'expliquer pourquoi les émirs et imams du Nord ont souvent été réticents à se mettre au centre de la dénonciation et de l'opposition à l'Ansaroul Islam : ce faisant, ils courtiseraient leur propre mort et compromettraient leur influence décroissante sur leurs anciens sujets et électeurs.<sup>93</sup>

La mise en évidence de ces tensions intra-Peules et de cette dynamique de recrutement majoritairement locale est un correctif essentiel aux récits qui dépeignent toutes les activités djihadistes comme les manifestations d'une conspiration mondiale unique. Néanmoins, certains interlocuteurs burkinabè ont mis en garde contre une trop grande insistance sur le « facteur peul » dans Ansaroul Islam. Ces interlocuteurs notent que le groupe - ainsi que le djihadisme au Burkina Faso, plus généralement - est un phénomène multiethnique. D'autres interlocuteurs ont souligné que la dynamique intra-peule s'est considérablement modifiée au cours des dernières générations et que les différences entre Rimaïbé et les autres ne sont plus aussi marquées qu'elles ne l'étaient auparavant.<sup>94</sup> Parmi les facteurs non-ethniques qui poussent au djihadisme dans le Nord, un historien a mentionné un « sentiment largement partagé de frustration, d'humiliation, de haine de l'Occident ». Il y a un sentiment, a dit l'historien, que l'Occident impose sa culture aux zones musulmanes (à travers, par exemple, la promotion de l'homosexualité). De plus, on a le sentiment que l'Occident contrôle les dirigeants nationaux tout en agissant avec une hypocrisie cruelle

---

<sup>89</sup> International Crisis Group, "The Social Roots of Jihadist Violence," p. i.

<sup>90</sup> International Crisis Group, "The Social Roots of Jihadist Violence," p. 5.

<sup>91</sup> Entrevue avec un chercheur burkinabè qui a préféré l'anonymat.

<sup>92</sup> Entrevue avec K. Kaboré, 12 juin 2019.

<sup>93</sup> Entrevue avec A. Diallo; Entrevue avec Aboubacar Doukouré, Ouagadougou, 15 juin 2019.

<sup>94</sup> Entrevue avec M. Boly.

à l'égard de la démocratie, n'acceptant que les résultats que l'Occident préfère - et rejetant les victoires électorales de forces telles que les Frères musulmans en Égypte.

De ce point de vue, a dit l'historien, la lutte dans le Nord n'est pas seulement militaire, mais aussi culturelle et idéologique.<sup>95</sup> Un autre observateur bien informé a noté que dans l'ensemble du Sahel ouest-africain, les Etats n'ont pas tenu compte de la mesure dans laquelle la « modernisation » a perturbé la vie nomade. Dans ce contexte, a poursuivi l'interlocuteur, les éleveurs seront attirés par quiconque propose une vision utopique et une alternative à l'ordre existant.<sup>96</sup>

La présence de forces étrangères au Burkina Faso pourrait aussi conduire à un recrutement vers le jihad ; en tout état de cause, les djihadistes ont fait de la rhétorique antifrançaise un élément clé de leur message.<sup>97</sup>

Pour sa part, l'EIGS est l'émanation d'une organisation djihadiste malienne, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), lui-même né en 2011 en tant que groupe dissident d'AQMI. Pendant la rébellion de 2012 dans le nord du Mali, le MUJAO est venu pour contrôler la ville malienne de Gao au nord-est du Mali. Le MUJAO a également recruté massivement parmi les Peuls, de nombreux jeunes peuls se joignant à lui pour se protéger contre les attaques actuelles ou prévues contre leurs communautés et leurs troupeaux par d'autres ethnies, notamment les Touaregs. Le recrutement de Peuls par le MUJAO s'est étendu au-delà de la région de Gao et dans certaines parties du centre du Mali, du nord du Burkina Faso et de l'ouest du Niger. Chassé de Gao par les forces françaises en 2013, le MUJAO s'est réinventé en tant que force de frappe régionale, se joignant au commandant dissident d'AQMI, Mokhtar Belmokhtar pour organiser des attaques spectaculaires au Niger, au Mali et ailleurs. En 2015, alors que Belmokhtar s'acheminait vers un rapprochement avec AQMI, l'un des dirigeants du MUJAO, Adnan Abu al-Walid al-Sahrawi, a prêté allégeance à l'État islamique. Rejeté par Belmokhtar, al-Sahrawi a rebaptisé ses forces EIGS. Toutefois, contrairement à la concurrence entre Al-Qaïda et l'État islamique au Moyen-Orient ou en Afghanistan, l'EIGS a maintenu des relations relativement bonnes avec AQMI. Ces dernières années, des

---

<sup>95</sup> Entrevue avec un cherche burkinabè qui a préféré l'anonymat.

<sup>96</sup> Entrevue avec Alidou Ilboudo, Ouagadougou, 15 juin 2019.

<sup>97</sup> « Terrorisme au Burkina Faso: Pourquoi ? Que Faire ? » p. 34.

observateurs ont même suggéré que l'EIGS et la filiale JNIM de l'AQMI coordonnent certaines de leurs activités.

L'EIGS s'est implanté dans les régions frontalières du nord-est du Mali (en particulier la région de Ménaka) et de l'ouest du Niger. Plus célèbre encore, l'EIGS a tendu une embuscade à une patrouille de soldats américains et nigériens en octobre 2017. Cependant, à partir de 2018, une offensive anti-EIGS menée conjointement par les forces antiterroristes françaises et deux milices pro-gouvernementales maliennes a commencé à perturber certaines des activités de l'EIGS dans cette région frontalière. L'une des conséquences involontaires a été de pousser l'EIGS à explorer des possibilités plus au sud, notamment dans l'est du Burkina Faso, où l'EIGS s'est établi comme la principale force djihadiste<sup>98</sup>. L'EIGS et ses antécédents avaient mené des attaques sporadiques au Burkina Faso, en commençant par l'enlèvement en 2015 d'un agent de sécurité roumain dans un projet minier à Tambao (province de Ouadalan<sup>99</sup>) mais sa présence dans le pays s'est renforcée en 2018. Les offensives militaires burkinabè dans le nord, quant à elles, ont poussé certains djihadistes du nord vers l'est.<sup>100</sup> En septembre 2018, l'analyste Héni Nsaibia écrit : « L'est du pays est devenu un point de convergence des éléments de l'EIGS et d'Ansarul Islam, ainsi qu'une composante locale qui serait composée de fils des chefs traditionnels...un groupe militant hybride engendre une micro-insurrection naissante. »<sup>101</sup>

La violence djihadiste au Burkina Faso a pris trois formes principales. Premièrement, il y a eu des attaques spectaculaires à Ouagadougou. Ces attaques ont été lancées par l'AQMI/JNIM et ses filiales, se produisent dans un contexte explicitement régional et visent des étrangers et des symboles du pouvoir d'Etat. Au nombre de ces incidents figurent l'attaque de janvier 2016 contre l'hôtel Splendid et le restaurant Cappuccino, l'attaque d'août 2017 contre le restaurant Aziz Istanbul et l'attaque de mars 2018 contre le quartier général militaire burkinabè et l'ambassade de France. Bien que rares, de telles attaques sont très perturbatrices et embarrassantes pour l'État.

---

<sup>98</sup> Savadogo, "Note d'analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso", p. 2.

<sup>99</sup> Mathieu Bonkougou, "Gunmen Kidnap Romanian from Burkina Faso Mine near Mali Border," Reuters, 4 avril 2015, <https://www.reuters.com/article/us-burkina-kidnapping/gunmen-kidnap-romanian-from-burkina-faso-mine-near-mali-border-idUSKBN0MV0IY20150404>.

<sup>100</sup> Entrevue avec L. Damiba.

<sup>101</sup> Héni Nsaibia, "The Fledgling Insurgency in Burkina's East," Armed Conflict Location a& Event Data Project, 20 September 2018, <https://www.acledata.com/2018/09/20/the-fledgling-insurgency-in-burkinas-east/>.

Deuxièmement, il y a les micro-attaques récurrentes dans le nord et l'est du pays. Cette violence a d'abord ciblé les agents et les représentants de l'État, en particulier les forces de sécurité ; les agents de l'État continuent de constituer entre 50% et 80% des cibles des djihadistes.<sup>102</sup> Dans le nord, la violence à l'encontre des fonctionnaires locaux a parfois été ciblée de manière très spécifique, ce qui donne à penser que les auteurs de ces actes de violence connaissent bien leurs victimes. Le message adressé à de nombreux maires et imams a été clair : partez ou mourez. Par exemple, l'Adjoint au Maire de la ville de Deou, dans la province de Ouadalan, a déclaré aux journalistes que des djihadistes avaient volé son bétail et explicitement ordonné au berger de lui dire de quitter la zone.<sup>103</sup> En 2019, la violence s'est étendue à de multiples autres types de cibles civiles, notamment des chefs, des dirigeants chrétiens et des fidèles. Certains interlocuteurs ont estimé que les djihadistes tentaient délibérément de déchirer le tissu social burkinabè, d'abord en alimentant les tensions inter-ethniques, puis en créant un fossé entre chrétiens et musulmans. A partir d'avril 2019, des églises catholiques et protestantes ont été attaquées dans des lieux tels que Silgadji, Kongonssi et Toulfé.<sup>104</sup>

Comme l'a fait remarquer le chercheur Louis Audet-Gosselin, le ciblage djihadiste des chrétiens - et particulièrement des catholiques - peut représenter un autre moyen de s'attaquer à l'État. Dans la région du Sahel, écrit Audet-Gosselin, la communauté catholique « est en grande partie composée de fonctionnaires originaires d'autres régions. Ainsi la communauté est perçue localement comme étrangère et aussi étroitement liée à l'État, ce qui fait des catholiques des cibles pour les groupes armés déterminés à saper toute autorité concurrente. »<sup>105</sup> Pour l'instant, les chrétiens n'ont pas répondu par des représailles violentes contre les musulmans : un dirigeant catholique a déclaré que les catholiques ne ressentent aucun « sentiment de vengeance » et que, en tout cas, les auteurs des attaques des églises frappent puis disparaissent, ne laissant personne

---

<sup>102</sup> « Terrorisme au Burkina Faso: Pourquoi ? Que Faire ? » p. 14 ; Savadogo, « Note d'analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso », p. 4.

<sup>103</sup> Brahim Ouedraogo, "In Heart of West Africa, Burkina Faso Faces Rising Extremism," Associated Press, 15 août 2018, <https://apnews.com/b9535fd2b0f247388df1b9cddac8ba7d>.

<sup>104</sup> A.K., « Burkina Faso : dans le centre-nord, la situation sécuritaire reste préoccupante », *Sahélien*, 16 juin 2019, <https://sahelien.com/burkina-faso-dans-le-centre-nord-la-situation-securitaire-inquiete/>.

<sup>105</sup> Louis Audet Gosselin, « Comment s'expliquent les attaques contre la communauté chrétienne au Burkina Faso ? » *The Conversation*, 1 juillet 2019, <https://theconversation.com/comment-sexpliquent-les-attaques-contre-la-communaute-chretienne-au-burkina-faso-118751>.

à sanctionner.<sup>106</sup> D'éminents dirigeants musulmans, dans le Nord et à l'échelle nationale, ont également agi rapidement pour demander aux musulmans ordinaires de ne pas tomber dans le piège de voir le conflit en termes islamo-chrétiens.<sup>107</sup>

Troisièmement, les djihadistes ont cultivé l'influence politique dans certaines localités rurales. Comme le souligne Savadogo, « La stratégie des groupes terroristes, qui consiste à ne pas s'intéresser aux grandes villes mais plutôt à intervenir dans les zones rurales, s'accompagne d'un mode de recrutement de plus en plus local, notamment dans leurs zones de confort. »<sup>108</sup> Un autre analyste a ajouté que, bien qu'il soit possible d'identifier les principaux djihadistes, le recrutement local aide les réseaux djihadistes à grossir les rangs de partisans qui peuvent accomplir des tâches logistiques importantes ou recueillir des renseignements sans être détectés - en fait, contrairement aux hypothèses répandues selon lesquelles les djihadistes sont principalement intéressés à recruter des combattants, une grande partie de leur recrutement au Burkina Faso est axé sur des rôles non combattants. Ces recrues, et un nombre croissant de combattants en formation, proviennent de multiples catégories sociales : les marginalisés économiques, politiques et ethniques, les mineurs artisanaux privés de leurs droits (voir ci-dessous) et les « détenteurs du pouvoir », y compris des membres des familles de chefs et des conseils municipaux.<sup>109</sup>

La propagation du « djihadisme rural » au Burkina Faso reflète les tendances au Mali, au Nigeria et au-delà, les djihadistes ayant appris qu'il est beaucoup plus facile pour eux d'exercer leur influence sur les périphéries que sur les grandes villes.<sup>110</sup> L'Est et le Sahel ont la plus grande masse continentale de toutes les régions du Burkina Faso : l'Est comprend près de 47 000 kilomètres carrés, et le Sahel plus de 35 000, sur les 274 200 kilomètres carrés que compte le pays. L'Est et le Sahel ont également la plus faible densité de population de toutes les régions, avec environ 30 habitants par kilomètre carré à l'Est et environ 27 par kilomètre carré au Sahel, selon le recensement de 2011. En se concentrant sur des cibles stratégiques particulières,

---

<sup>106</sup> Entrevue avec un leader catholique qui a préféré l'anonymat, Ouagadougou, juin 2019.

<sup>107</sup> Entrevue avec A. Ilboudo.

<sup>108</sup> Savadogo, « Note d'analyse de la situation sécuritaire au Burkina Faso », p. 3.

<sup>109</sup> Entrevue avec L. Damiba.

<sup>110</sup> Jean-Hervé Jezequel et Vincent Foucher, "Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural," International Crisis Group, 11 janvier 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural>.

par exemple les alentours d'Arbinda et de Tongomayel dans le nord, les djihadistes sont capables de perturber les opérations des forces de sécurité en coupant des routes importantes ou du moins en les rendant très dangereuses. Arbinda et Tongomayel, par exemple, se trouvent sur une route stratégique entre Dori (capitale du Sahel) et Djibo (capitale du Soum au Sahel).<sup>111</sup>

Dans la région de l'Est, et en particulier dans la province de Komondjari et dans la réserve forestière de Pama<sup>112</sup>, les djihadistes ont trouvé des occasions de gagner le soutien local et d'imposer un contrôle coercitif. Ces opportunités sont focalisées sur les ressources de la région, y compris les mines d'or et les concessions de chasse. Les djihadistes ont canalisé la colère populaire face à l'expropriation de ces ressources par l'État et par des sociétés privées.<sup>113</sup> Un rapport publié en 2019 par Ruth Maclean du *Guardian* portait sur la ville de Bartiébougou, dans la province de Komondjari, et décrivait le contrôle djihadiste *de facto*, y compris l'application de la version djihadiste de la morale publique (le port du foulard chez les femmes, présence obligatoire des musulmans dans les mosquées, interdiction de prostitution, d'alcool et autres). Le même rapport détaille les incitations que les djihadistes offrent à ceux qui coopèrent : salaires de certains partenaires locaux, primes pour les personnes qui ont participé aux attaques, expulsion des étrangers des mines, et ainsi de suite.<sup>114</sup> Et Audet-Gosselin d'ajouter : les djihadistes de l'Est semblent moins enclins que ceux du Nord à s'attaquer aux chrétiens<sup>115</sup> – peut-être parce que les djihadistes de l'Est estiment que la tolérance permettrait d'améliorer les perspectives globales du projet djihadiste.

Le contrôle djihadiste a un prix élevé, y compris la fermeture d'écoles dans de nombreuses régions (92 écoles avaient été fermées dans l'est du pays en décembre 2018).<sup>116</sup> Entre-temps, bien que de nombreux agents de l'État et des autorités politiques locales aient été chassés,

---

<sup>111</sup> Entrevue avec K. Kaboré, 12 juin 2012.

<sup>112</sup> Célian Macé, « Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ? », *Libération*, 3 décembre 2018, [https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad\\_1695777](https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad_1695777).

<sup>113</sup> Philip Kleinfeld, "In Eastern Burkina Faso, Local Grievances Help Militancy Take Root," *The New Humanitarian*, 15 janvier 2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/01/15/eastern-burkina-faso-local-grievances-help-militancy-take-root>.

<sup>114</sup> Ruth Maclean, "Kalashnikovs and No-Go Zones: East Burkina Faso Falls to Militants," *The Guardian*, 22 avril 2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/apr/22/kalashnikovs-and-no-go-zones-east-burkina-faso-falls-to-militants>.

<sup>115</sup> Audet Gosselin, « Comment s'expliquent les attaques contre la communauté chrétienne au Burkina Faso? »

<sup>116</sup> Macé, « Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ? »



certaines services sont encore tolérés. Par exemple, un vétérinaire du service local des ressources animales s'est rendu dans le village de Kompienbiga, répondant aux appels à l'aide locaux en pleine épizootie. Près de Kompienbiga, qui a été le théâtre de nombreuses attaques,<sup>117</sup> il a été arrêté par des hommes armés. Ils l'ont interrogé, exigeant de savoir s'il faisait partie des forces de sécurité, et ont fouillé minutieusement ses biens, mais n'ont pris ni son matériel médical ni l'argent (au moins 30.000 FCFA) qu'il avait avec lui.<sup>118</sup> En associant une forme discriminatoire de coercition avec la capacité de distribuer les paiements et de revitaliser certains secteurs de l'économie locale, et en tolérant de façon sélective certains services publics, les djihadistes ont pu avoir un degré de contrôle local important dans certaines régions de l'Est.

Cependant, le conflit dans l'est du pays a également eu de vastes répercussions sur l'économie régionale et sur la vie quotidienne de la population, même en dehors des principales zones de contrôle et d'activité djihadistes. Le tourisme a stagné, la chasse récréative a diminué, de nombreux éleveurs ont fui et les efforts de développement agricole (des agences locales et internationales) ont été limités. Un journaliste burkinabè qui s'est rendu dans l'Est en février 2019 a observé que « la population de la région Est (du pays) est devenue l'otage d'une guerre asymétrique ».<sup>119</sup> Les journalistes ont même signalé des signes possibles d'influence djihadiste à Fada N'Gourma même, notant qu'en 2018, les « autorités locales... ont cédé sous la pression et fermé cinq bars populaires pour des raisons de sécurité. »<sup>120</sup> Quand un nouveau gouverneur militaire de la région Est a pris ses fonctions en mai 2019, les autorités ont cherché à prévoir avec optimisme la trajectoire de la région - mais il affirme que « la lutte contre l'insécurité et la promotion de la cohésion sociale » sont ses priorités absolues.<sup>121</sup>

Dans le Nord, les djihadistes ont également imposé un certain contrôle, à un coût élevé pour la population locale. La violence dans

---

<sup>117</sup> Voir par exemple Fergus Kelley, "'Terrorist Attack' on Burkina Faso Forces in Kompienbiga," *The Defense Post*, 31 janvier 2019, <https://thedefensepost.com/2019/01/31/burkina-faso-terrorist-attack-kompienbiga-kompienbiga/>.

<sup>118</sup> Alassane Neya, "Attaques terroristes à l'Est du Burkina: A la rencontre d'une population courageuse," *Sidwaya*, 25 mars 2019, <https://www.sidwaya.info/carrefour/2019/03/25/attaques-terroristes-a-lest-du-burkina-a-la-rencontre-dune-population-courageuse/>.

<sup>119</sup> Neya, "Attaques terroristes à l'Est du Burkina."

<sup>120</sup> Patrick Fort, "Jihadism Entrenches Itself in Burkina Faso with Bullets and Bribes," *AFP*, 7 décembre 2018, <https://news.yahoo.com/jihadism-entrenches-itself-burkina-faso-bullets-bribes-142648946.html>.

<sup>121</sup> « Burkina Faso: le nouveau gouverneur de la région de l'Est prend ses fonctions », *RFI*, 22 mai 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190522-installation-nouveau-gouverneur-region-est-burkina>.

le Nord a précipité une crise humanitaire qui a entraîné des déplacements massifs et une insécurité alimentaire croissante.<sup>122</sup> En mai 2019, plus de 170 000 personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays et environ 900 000 personnes avaient besoin d'un certain type d'aide humanitaire, dont plus de 560 000 dans le Nord.<sup>123</sup> Entre temps, près de 1100 écoles avaient été fermées, touchant près de 150.000 élèves.<sup>124</sup> Dans un climat de violence, de déplacements et de perturbations, les djihadistes ont remodelé la vie quotidienne dans certaines régions du Nord, mais ce faisant, ils ont peut-être sacrifié une partie de la sympathie initiale dont jouissait Ansaroul Islam auprès des habitants qui les considéraient, au départ, comme une voix au service de la justice. Un expert a expliqué que plus les communautés locales en sont venues à comprendre la vision que les djihadistes ont de l'islam, moins ils l'aiment - par exemple, l'interdiction du football et de la musique par les djihadistes n'est pas ce que les musulmans locaux veulent. Dans ce contexte, tant le FABF (Forces armées du Burkina Faso) que les djihadistes peuvent être considérés comme des oppresseurs.<sup>125</sup>

Les efforts militaires de lutte contre les djihadistes ont été musclés au point d'être contre-productifs : les civils décrivent souvent les abus et les humiliations qu'ils ont subis de la part des forces de sécurité.<sup>126</sup> L'une des causes principales de cette brutalité est le manque de moyens<sup>127</sup> qui empêche la collecte de renseignements requis.<sup>128</sup> Il semble également que relativement peu de soldats parlent fulfulde, la langue peule, un déficit qui empêche les efforts pour instaurer la confiance. Au lieu de traquer méthodiquement les djihadistes et leurs partisans, les soldats arrivent dans un village et demandent à la communauté locale de dénoncer les terroristes, une pratique qui ouvre la porte au règlement des comptes et aux renseignements

---

<sup>122</sup> Famine Early Warning Systems Network, "Key Message Update April-May 2019," avril 2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina%20Faso%20-%20Key%20Message%20Update\\_%20Wed%2C%202019-04-24.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Burkina%20Faso%20-%20Key%20Message%20Update_%20Wed%2C%202019-04-24.pdf).

<sup>123</sup> United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, "Burkina Faso Humanitarian Snapshot," 7 mai 2019, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20190512\\_ApercuHumanitaire\\_EN\\_FINAL.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20190512_ApercuHumanitaire_EN_FINAL.pdf). See also Philip Kleinfeld, "Burkina Faso, Part 1: Spreading Violence Triggers an 'Unprecedented' Crisis," *The New Humanitarian*, 17 avril 2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/04/17/spreading-violence-triggers-unprecedented-crisis-burkina-faso>.

<sup>124</sup> United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, "Burkina Faso Humanitarian Snapshot."

<sup>125</sup> Entrevue avec K. Kaboré, 11 juin.

<sup>126</sup> Sten Hagberg, Ludovic O. Kibora, Sidi Barry, Yacouba Cissao, Siaka Gnessi, Amado Kaboré, Bintou Koné, and Mariatou Zongo, « Sécurité par le bas : Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso », Uppsala University, janvier 2019, pp. 47-49.

<sup>127</sup> « Terrorisme au Burkina Faso : Pourquoi ? Que Faire ? » pp. 37-39.

<sup>128</sup> Entrevue avec Wilfried Bakouan, Ouagadougou, 10 juin 2019.

inexacts.<sup>129</sup> Un autre problème fondamental dans le Nord est celui des homonymes : dans un village, les forces de sécurité peuvent trouver plusieurs personnes portant le même nom, et en outre les gens au Sahel manquent souvent de cartes nationales d'identification, compliquant le problème de l'identification des djihadistes individuels.<sup>130</sup> De façon plus générale, certains observateurs estiment que la FABF n'a jamais été préparée, physiquement ou psychologiquement, à la guerre asymétrique et au contre-terrorisme ; leur rôle a toujours été de protéger le régime, et la collecte de renseignements a longtemps été axée sur l'opposition politique, la société civile et les syndicats, plutôt que sur la dissolution de groupes comme Ansaroul Islam ou EIGS.<sup>131</sup> Par conséquent, ils ont pris l'habitude de se déchaîner aveuglement. Ironiquement, le RSP qui a été dissous aurait pu être un concurrent de taille pour mener une campagne antiterroriste plus efficace, bien que la politisation profonde du RSP ait pu miner cet effort.

Les opérations militaires ont engrangé quelques succès contre les djihadistes mais elles ont aussi créé un climat restrictif pour les citoyens ordinaires : en septembre 2018, par exemple, le gouverneur de la région de l'Est a interdit les déplacements nocturnes entre les villes<sup>132</sup> ainsi que l'utilisation de motos la nuit,<sup>133</sup> qui ne font pas que perturber la vie des citoyens ordinaires, elles aggravent également la difficulté croissante de l'accès aux informations. En juin 2019, les parlementaires ont voté massivement en faveur d'une nouvelle loi imposant de longues peines de prison et de lourdes amendes aux journalistes dont le travail pourrait être interprété comme démoralisant pour les forces de sécurité ou portant atteinte à l'ordre public.<sup>134</sup> Pourtant, quelle que soit son niveau, la démoralisation a probablement beaucoup plus à voir avec les conditions matérielles

---

<sup>129</sup> Certains interlocuteurs ne sont pas d'accord avec cette description, à des degrés divers. Un chef chrétien a fait valoir que les forces de sécurité n'agissent pas aveuglément pour identifier les djihadistes présumés, mais utilisent plutôt des interceptions téléphoniques ou d'autres renseignements. Le même chef a toutefois fait remarquer que diverses populations du Nord sont obligées de collaborer avec les djihadistes sous la menace de la violence. Entrevue avec un chef chrétien qui a préféré l'anonymat, Ouagadougou, juin 2019.

<sup>130</sup> Entrevue avec C. Zougmoré.

<sup>131</sup> Entrevue avec C. Zougmoré.

<sup>132</sup> « Burkina : les autorités confrontées à un nouveau défi sécuritaire dans l'Est », *Jeune Afrique*, 19 septembre 2018, <https://www.jeuneafrique.com/631985/politique/burkina-les-autorites-confrontees-a-un-nouveau-defi-securitaire-dans-lest/>.

<sup>133</sup> « Le Burkina Faso interdit la circulation des motos la nuit dans l'Est », RFI, 19 septembre 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180919-burkina-faso-interdiction-motos-region-est-securite-terrorisme>.

<sup>134</sup> Ruth Maclean et Oumar Zombre, "Burkina Faso Tightens Press Freedom Amid Security Crisis," *The Guardian*, 14 juillet 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/jul/14/burkina-faso-tightens-press-freedom-amid-security-crisis>.

de vie des soldats qu'avec ce que rapportent les journalistes. Les soldats en première ligne ne reçoivent souvent aucune solde de combat et les familles des soldats tués au combat sont peu soutenues.<sup>135</sup> La police et les gendarmes aussi sont souvent mal équipés. Un observateur a dit qu'à la périphérie du pays, on trouve des postes avec dix hommes mais seulement cinq armes.<sup>136</sup> Pendant ce temps, les officiers supérieurs « vivent dans l'opulence alors que les soldats ne sont pas armés ».<sup>137</sup>

Pendant ce temps, on craint que l'Est du Burkina Faso ne devienne un passage pour la propagation du djihadisme vers les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Ghana, le Togo et le Bénin. Plusieurs interlocuteurs ont évoqué un enlèvement survenu en mai 2019 dans le nord du Bénin,<sup>138</sup> et le probable transfert par voie terrestre des otages à travers le Burkina Faso vers le Mali, comme preuve de la capacité de plusieurs groupes djihadistes à travailler ensemble.<sup>139</sup> Les autorités burkinabè ont déclaré que lorsqu'elles ont arrêté un commandant djihadiste nommé Oumarou Diallo dans l'est du pays en avril 2019, elles ont découvert qu'il avait des contacts au Togo, au Bénin et au Ghana, ce qui laisse entendre qu'il existe déjà des cellules djihadistes dans ces pays.<sup>140</sup> En attendant, l'Est reste lié au Nord par des liens familiaux, ethniques, commerciaux et historiques anciens.<sup>141</sup> Une sorte de couloir djihadiste est en train de se mettre en place.

Les djihadistes, quant à eux, ne sont pas la seule force politique alternative au Nord et à l'Est. Des groupes de protection communautaires ont également vu le jour dans cette région et sur une bonne partie du pays. Le plus important d'entre eux est le groupe des Koglweogo (« Gardiens de la Forêt » en langue Mooré du peuple Mossi), dont les relations avec les chefferies mossi et gourmantché soulèvent d'importantes questions sur les anciennes et nouvelles structures du pouvoir au Burkina Faso.

---

<sup>135</sup> Entrevue avec un journaliste burkinabè, Ouagadougou, juin 2019.

<sup>136</sup> Entrevue avec C. Zougmoré.

<sup>137</sup> Entrevue avec deux officiels du REN-LAC (Réseau National de Lutte Anti-Corruption)

<sup>138</sup> "Two French Tourists Kidnapped, Local Guide Killed in Benin," France24/AFP, 5 mai 2019, <https://www.france24.com/en/20190505-two-french-tourists-kidnapped-local-guide-killed-pendjari-benin-safari>.

<sup>139</sup> Entrevue avec W. Bakouan.

<sup>140</sup> Natasha Booty, « Le Burkina Faso en guerre contre les djihadistes », *BBC News*, 5 juin 2019. <https://www.bbc.com/afrique/region-48435070>.

<sup>141</sup> Entrevue avec A. Ilboudo; Entrevue avec A. Doukouré.

## Les chefs héréditaires et les Koglweogo

Les Koglweogo sont devenus la milice communautaire la plus puissante du Burkina Faso. Bien qu'elles ne soient pas les seules milices du pays, elles sont les plus importantes, les plus répandues et les mieux organisées. En outre, contrairement aux sociétés de chasseurs initiatiques connues sous le nom de dozos, les Koglweogo sont relativement ouverts aux nouveaux membres.<sup>142</sup> Les Koglweogo sont majoritairement mossi mais ils ont des membres gourmantché et même peuls.<sup>143</sup> Leur principale zone d'influence est l'Est et le Centre du Burkina Faso<sup>144</sup>, notamment dans les campagnes et aux abords des villes.<sup>145</sup> A la fin 2018, les Koglweogo prétendaient avoir 20 000 combattants.<sup>146</sup> Ils ne sont pas officiellement engagés dans la lutte antiterroriste, mais se considèrent essentiellement comme une organisation anti-bandit et anticriminelle.<sup>147</sup>

La formation des Koglweogo remonterait à 2013-2015,<sup>148</sup> mais les racines du phénomène remontent plus loin dans le temps, jusqu'aux années 1990.<sup>149</sup> Les architectes du Koglweogo se sont également inspirés des expériences d'autodéfense communautaire des pays voisins, notamment la Côte d'Ivoire.<sup>150</sup>

Le Koglweogo ne doit donc pas être compris comme une simple réaction aux conséquences de l'insurrection de 2014. Au contraire, le Koglweogo est apparu dans un contexte de banditisme croissant, en particulier de vols de bétail et de prédation flagrante contre les

---

<sup>142</sup> Entrevue avec W. Bakouan.

<sup>143</sup> Entrevue avec Ladjji Bama, Ouagadougou, 12 juin 2019.

<sup>144</sup> Mahamadou Savadogo, « Analyse de la situation sécuritaire - Burkina Faso », diapositive 14.

<sup>145</sup> Romane Da Cunha Dupuy and Tanguy Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso : Diffusion et structuration des groupes Koglweogo », NORLA, novembre 2018, p. 5, [https://www.noria-research.com/app/uploads/2018/11/NORIA\\_\\_publi\\_nov\\_2018\\_FR-1.pdf](https://www.noria-research.com/app/uploads/2018/11/NORIA__publi_nov_2018_FR-1.pdf).

<sup>146</sup> Célian Macé, "Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ?" *Libération*, 3 décembre 2018, [https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad\\_1695777](https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad_1695777).

<sup>147</sup> Entrevue avec Samir Abdulkarim, Ouagadougou, 14 juin 2019.

<sup>148</sup> Un porte-parole du mouvement, Samir Abdulkarim, a daté sa formation en 2013. Interview à Ouagadougou, 14 juin 2019.

<sup>149</sup> Valentine Van Vyve, « Koglweogo: Miroir d'une faillite d'Etat », *La Libre*, 2018, Chapitre 1, <https://dossiers.lalibre.be/koglweogo/chapitre1.php>.

<sup>150</sup> Patrice Kouraogo et Amado Kaboré, « Les groupes d'auto-defense 'KOGI-WEOGO' au Burkina Faso, » African Security Sector Network, décembre 2016, pp. 2-3.

marchés et les commerçants. Ce banditisme était déjà apparu au cours de la décennie précédant la chute de Compaoré, et dans certaines parties de la région Est, il y avait depuis trente ans des vols réguliers, en particulier près des frontières avec le Togo et le Niger.<sup>151</sup> Le problème du banditisme s'est amplifié après le relâchement des forces de sécurité consécutif aux mutineries et aux manifestations de 2011 qui les ont quelque peu affaiblies. Ce climat a été marqué par des attaques sur les marchés de bétail « en plein jour ». Les attaques sont devenues si graves et si audacieuses que même les grandes villes et les marchés de bétail, comme Fada, ont été pris pour cible, et la police et les gendarmes n'ont pas pu réagir de manière décisive.<sup>152</sup> Même lorsque les communautés appréhendaient des bandits présumés et les emmenaient à la police ou aux gendarmes, les suspects étaient souvent libérés, ce qui laissait croire aux communautés que les forces de police et les criminels étaient complices. Les membres de la collectivité étaient également mécontents du fardeau financier que le système juridique pouvait imposer aux victimes, à qui on demandait souvent d'assumer les coûts de leur propre transport et de la collecte de preuves. L'autodéfense n'était pas seulement une réponse à l'impuissance des forces de sécurité contre les bandits, mais aussi un mode alternatif de justice où la charge de la preuve était pondérée différemment.<sup>153</sup> Les justiciers locaux, se sentant abandonnés et sans protection de l'État, ont pris les choses en main. Comme l'a dit un responsable de Koglweogo de l'Est dans une interview accordée en 2019 :

*Je peux vous assurer qu'au moment où le vol qualifié dictait la loi dans la région de l'Est, les gens ne pouvaient pas voyager en paix dans les pays limitrophes de la région de l'Est du Burkina. Les voleurs étaient nos frères et il fallait les Koglweogo pour que l'on découvre que ce sont nos propres frères avec qui nous vivions au jour le jour qui nous traumatisaient. Je pense que l'arrivée du Koglweogo a permis de réduire les vols à main armée au Burkina.*<sup>154</sup>

---

<sup>151</sup> Entrevue avec Issa Napon, Ouagadougou, 10 juin 2019.

<sup>152</sup> Entrevue avec L. Damiba.

<sup>153</sup> Entrevue avec W. Bakouan.

<sup>154</sup> S. S., Moussa Thiombiano alias Django, responsable des Koglweogo de l'Est : « Le ministère de la Sécurité n'a pas joué son rôle ... », "Le Faso", 22 janvier 2019, <https://lefaso.net/spip.php?article87611>.

Souvent armés de fusils de chasse fabriqués localement<sup>155</sup> les Koglweogo constituent néanmoins une force paramilitaire sérieuse.

Les Koglweogo ont eu des relations ambivalentes avec l'État. Un porte-parole de Koglweogo a déclaré que la réaction la plus négative à leur projet venait du gouvernement de transition de 2014-2015, mais que la situation s'était quelque peu améliorée sous l'administration Kaboré.<sup>156</sup> Selon un journaliste, les autorités s'indignent de la présence du Koglweogo mais reconnaissent également qu'elles ne peuvent s'en débarrasser en une nuit.<sup>157</sup> Simon Compaoré, ancien ministre d'Etat à l'Administration Territoriale et à la Sécurité Intérieure a également été salué comme « père du Koglweogo »<sup>158</sup> et dénoncé comme un ennemi du groupe. Les dirigeants de Koglweogo se sont plaints que, sous la direction de Simon Compaoré et de ses successeurs, le ministère de la Sécurité Intérieure « n'a pas joué son rôle, qui était de superviser les différents groupes d'autodéfense de Koglweogo, au moins en désignant un responsable dans chaque région et province ».<sup>159</sup> Les Koglweogo semblent chercher la reconnaissance et le soutien officiels de l'État, en particulier un lien direct avec la présidence, mais sans être absorbés par une autre force de sécurité comme la « police de proximité » - quand cette idée a été lancée, les dirigeants de Koglweogo s'y sont opposés.<sup>160</sup> Entre-temps, comme l'ont écrit plusieurs spécialistes, « Tout en prétendant être "apolitiques", les groupes Koglweogo se politisent en élargissant leur discours à d'autres revendications. Celles-ci diffèrent selon les particularités locales, mais la mise en œuvre de la sécurité et les tabassages publics qu'ils infligent aux délinquants font partie d'un répertoire d'actions visant à critiquer l'État et à engager l'opinion publique ».<sup>161</sup> On craint, à l'approche des élections de 2020, que les hommes politiques se tournent vers la Koglweogo dans les régions qui sont dominées par les groupes d'auto-défense.

Les Koglweogo ont été accusés d'avoir commis des abus contre les personnes qu'ils détiennent ; leur « justice » est, pour leurs

---

<sup>155</sup> Yaya Boudani, "Burkina Faso: qui sont les Koglweogo, ces milices rurales?" RFI, 18 mars 2016, <http://www.rfi.fr/hebdo/20160318-burkina-faso-koglweogo-milices-populaires-associations>.

<sup>156</sup> Entrevue avec S. Abdulkarim.

<sup>157</sup> Entrevue avec W. Bakouan.

<sup>158</sup> Dupuy and Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso », p. 8.

<sup>159</sup> S. S., « Moussa Thiombiano alias Django, responsable des Koglweogo de l'Est »

<sup>160</sup> Lacina Teguer, « Kombissiri : Les Koglweogo refusent d'adhérer à la police de proximité », *Le Pays*, 5 décembre 2016, <http://lepays.bf/kombissiri-koglweogo-refusent-dadherer-a-police-de-proximite/>.

<sup>161</sup> Dupuy and Quidelleur, "Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso," p. 6.

détracteurs, rude et parfois arbitraire. Agissant simultanément en tant que police et juges, les Koglweogo ont souvent infligé de violentes bastonnades aux suspects arrêtés.<sup>162</sup> Les dirigeants de Koglweogo ont tendance à rejeter ces allégations ou à les imputer aux infiltrés et saboteurs présumés.<sup>163</sup> Pourtant, les prétendus abus ont suscité une vive controverse dans certaines localités. En janvier 2018, des combattants de Koglweogo dans les environs de Karankasso-Vigué, au sud-ouest du Burkina Faso, ont été accusés d'avoir déshabillé une femme après qu'elle aurait volé un téléphone portable (les dirigeants de Koglweogo ont nié que le groupe ait fait une telle chose).<sup>164</sup> L'incident a accentué les tensions autour du rôle du Koglweogo dans la région occidentale où un gouverneur (au moins dans la région des Hauts Bassins) avait interdit le groupe. Après l'incident avec la femme, des dizaines de chasseurs ont déclaré qu'ils ne voulaient pas du Koglweogo à Karankasso-Vigué ou ailleurs à l'ouest.<sup>165</sup>

Les Koglweogo recrutent surtout parmi les agriculteurs, les éleveurs et les marchands<sup>166</sup> mais il ne s'agit pas simplement d'un mouvement de gens ordinaires. Les Koglweogo ont des liens étroits avec certaines parties de la hiérarchie traditionnelle, en particulier avec les chefs mossi. Leur patron officiel est le Naba Sonré, de la famille princière de Dassamkandé (parfois Rassamkandé), un village de la région Centre-Sud. Les Koglweogo ont même été officiellement reçus au palais du Chef Suprême des Mossi, le Mogho Naba.<sup>167</sup>

Pour comprendre pourquoi les chefs ont soutenu les Koglweogo, il faut un certain contexte politique. La chute de Compaoré a intensifié les défis qui hantent depuis longtemps les chefs coutumiers du Burkina Faso. Les fortunes des chefs ont fluctué tout au long de la période postcoloniale. Par exemple, sous le premier président du pays, Maurice Yaméogo, le gouvernement a décidé au début des années 1960 que les chefs décédés ne seraient pas remplacés, que

---

<sup>162</sup> Van Vyve, « Koglweogo : Miroir d'une faillite d'Etat »

<sup>163</sup> Mathias Bazie, « Burkina: Il faut dire aux malfrats que 'si les sévices' sont interdits, 'le vol' l'est plus (Chef Koglweogo) » WakatSéra, 10 février 2018, <https://www.wakatsera.com/burkina-il-faut-dire-aux-malfrats-que-si-les-sevices-sont-interdits-le-vol-lest-plus-chef-koglweogo/>.

<sup>164</sup> Armand Kinda, « Affaire koglweogo à Karangasso Vigué : 'Si quelqu'un a dénudé sa femme, qu'il le dise au lieu d'accuser les Koglweogo', Rasankande Naba Sonré, Chef des Koglweogo, » Infowakat, 10 février 2018, <https://infowakat.net/affaire-koglweogo-a-karangasso-vigue-quelquun-a-denude-femme-quil-dise-lieu-daccuser-koglweogo-rasankande-naba-sonre-chef-kog/>.

<sup>165</sup> Romuald Dofini, « Grand Ouest du Burkina : Le chef des dozo, Aly Konaté, toujours opposé à l'installation des koglweogo », Le Faso, 5 février 2018, <https://lefaso.net/spip.php?article81786>.

<sup>166</sup> Dupuy and Quidelleur, « Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso », p. 5.

<sup>167</sup> Tambi Serge Pacôme Zongo, « Moogho Naaba Baongho: Les Koglweogos y étaient pour la présentation des vœux (...) », Le Faso, [https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id\\_article=81913&rubrique460](https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id_article=81913&rubrique460).



leurs subventions publiques seraient réduites et que les chefs de village seraient désormais élus.<sup>168</sup> Comme le fait remarquer Pierre Englebert, « l'Etat indépendant du Président Yaméogo était encore précaire, dirigé par des élites musulmanes "modernisées" qui craignaient à la fois leur soumission potentielle aux chefs et désiraient montrer leur indépendance à leur égard ».<sup>169</sup> Les chefs furent de nouveau pris pour cible sous le gouvernement révolutionnaire de Sankara, qui considérait les chefs comme « féodaux » et tenta d'utiliser une réforme agraire de 1984 pour briser le pouvoir des chefs. Après le renversement de Sankara, cependant, « la réforme agraire est restée lettre morte, et les autorités ethniques ont progressivement retrouvé leurs prérogatives antérieures ». <sup>170</sup>

Les chefs ont largement bénéficié de bonnes relations de travail avec Compaoré. Pourtant, même sous son règne, les chefs étaient confrontés à beaucoup de problèmes, y compris la concurrence susmentionnée au sein des membres de la chefferie au sujet de la succession - une concurrence qui remet en question l'autorité non seulement des chefs individuels mais aussi des hiérarchies plus larges auxquelles ils appartiennent. Le chef suprême du pays, le Mogho Naba de Ouagadougou (depuis 1982, Baongo II), a largement conservé son autorité et son influence politique - au moment du coup d'État de septembre 2015, le Mogho Naba a été crédité d'avoir aidé à négocier le retour du pouvoir civil.<sup>171</sup> D'autres chefs, cependant, ont eu du mal à naviguer entre les cycles politiques récents. Le mécontentement populaire croissant depuis 2011 ainsi que les phases révolutionnaire et postrévolutionnaire ont semé des divisions entre les chefs et entre certains chefs et leurs sujets.<sup>172</sup> Certains d'entre eux ont perdu leur crédibilité aux yeux de certains sujets en raison de leurs liens avec Compaoré et leur réticence à appuyer la révolution. Les chefs ont également constaté que, dans le contexte de la crise actuelle, leurs appels publics à la paix restent souvent lettre morte. En février 2019, à la suite des tueries à Yirgou et dans les environs (voir ci-dessous), le Dima Sonré de Boussouma, un chef mossi, a organisé une « journée de pardon » dans le but d'améliorer les relations entre les Mossi et les Peuls dans le Centre Nord.

---

<sup>168</sup> Issa Cissé, « Histoire du Burkina Faso de 1960 à nos jours », p. 359.

<sup>169</sup> Pierre Englebert, *Burkina Faso: Unsteady Statehood in West Africa* (Boulder, CO: Westview Press, 1996), p. 123.

<sup>170</sup> Englebert, *Burkina Faso*, p. 125.

<sup>171</sup> "Mogho Naba: Burkina Faso's Mediator Monarch," *BBC News*, 23 septembre 2015, <https://www.bbc.com/news/world-africa-34340704>.

<sup>172</sup> Entrevue téléphonique avec Z. Tiemtoré.

Cependant, de nombreux peuls pensent que ce geste a eu peu d'impact.<sup>173</sup> Dans ce contexte où l'autorité principale est vulnérable, soutenir les Koglweogo peut renforcer cette autorité - et s'opposer au Koglweogo peut entraîner une réaction populaire contre les chefs, comme l'a constaté le chef de Fada.<sup>174</sup>

L'incident de Yirgou, quant à lui, met en lumière des tensions inter-ethniques plus accrues, en particulier dans la région Centre-Nord - tensions inter-ethniques dans lesquelles les Koglweogo à prédominance mossi ont été mêlés.<sup>175</sup> Dans la nuit du 31 décembre 2018 au 1er janvier 2019, des agresseurs ont tué le chef mossi du village Yirgou, son fils, et quatre autres personnes. A partir de là, des représailles ont suivi, ciblant les communautés peules voisines du Centre-Nord et du Sahel. Au moins quarante-neuf personnes ont été tuées et beaucoup d'autres ont été déplacées.<sup>176</sup> Il y a eu diverges témoignages sur le rôle des Koglweogo dans les représailles. La plupart des journalistes et des enquêteurs des droits de l'homme ont conclu que les Koglweogo étaient les principaux auteurs des massacres contre les Peuls, tandis que les Koglweogo ont insisté sur le fait qu'ils n'étaient pas impliqués de manière organisée dans les représailles, mais ont plutôt été impliqués parce que le fils du chef tué faisait partie de leur organisation. Les Koglweogo ont également soutenu que les membres de la communauté peule dans son ensemble aux environs de Yirgou avaient participé au meurtre du chef et des autres.<sup>177</sup> Le dirigeant des Koglweogo, Moussa Thiombiano, a qualifié l'incident de Yirgou de « vraiment déplorable » et a appelé les autorités de l'Etat à faire de la médiation afin d'éviter de nouveaux conflits ethniques.<sup>178</sup> Le conflit inter-ethnique s'étend au-delà des Koglweogo et des tensions entre mossi et peuls. Par exemple, en mars-avril 2019, l'assassinat d'un chef religieux ethnique Fulse à Arbinda a entraîné des représailles qui ont fait soixante morts,

---

<sup>173</sup> A.K., "Burkina Faso : dans le centre-nord, la situation sécuritaire reste préoccupante."

<sup>174</sup> Entrevue avec L. Damiba.

<sup>175</sup> Philip Kleinfeld, "Burkina Faso, Part 2: Communities Buckle as Conflict Ripples through the Sahel," *The New Humanitarian*, 18 avril 2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/04/18/burkina-faso-part-2-communities-buckle-conflict-ripples-through-sahel>.

<sup>176</sup> United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, « Burkina Faso: Affrontements intercommunautaires Update », 10 janvier 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Update%20affrontements%20intercommunautaires.pdf>.

<sup>177</sup> Entrevue avec S. Abdulkarim, Ouagadougou, 14 juin 2019.

<sup>178</sup> S. S., « Moussa Thiombiano alias Django, responsable des Koglweogo de l'Est : 'Le ministère de la Sécurité n'a pas joué son rôle ... »', *Le Faso*, 22 janvier 2019, <https://lefaso.net/spip.php?article87611>.

principalement parmi les Peuls.<sup>179</sup> Aucune sanction n'a été prononcée en rapport avec cet incident. Entre-temps, la présence des Koglweogo fait monter une température déjà élevée dans une région sensible.

Les Koglweogo ne disparaissent pas de sitôt - ils répondent à un besoin de sécurité réel et important pour de nombreuses communautés, et en tant que tels, il est peu probable qu'ils disparaissent avant que l'État ou un autre acteur ne prenne ce rôle en charge. Mais les Koglweogo se sont également développés au-delà de leur objectif initial, prenant de l'influence politique et exacerbant les tensions intercommunautaires.

La section suivante se penche sur un dernier courant en compétition pour l'influence dans le pays : ce que l'on pourrait appeler la "gauche critique" burkinabè, qui a joué un rôle majeur dans la chute de Compaoré mais dont la place dans la politique post-Compaoré a été plus limitée et ambivalente.

---

<sup>179</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, "Burkina Faso : Armed attacks in Arbinda Flash Update No. 2, 16 avril 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Arbinda%20Flash%20Update%2020-%20EN.pdf>.

# La Gauche Critique

Depuis la chute de Compaoré, la gauche s'est trouvée dans une situation compliquée au Burkina Faso.

D'une part, comme l'a affirmé Sten Hagberg, « la résistance populaire et la lutte révolutionnaire sont cruciales pour la culture politique burkinabè ». <sup>180</sup> Le Burkina Faso a une longue tradition d'activité révolutionnaire qui remonte à l'époque du règne de Thomas Sankara, de 1983-1987. De nombreux citoyens burkinabè continuent de s'inspirer du rêve de Sankara d'un Burkina Faso économiquement indépendant et équitable où les jeunes, les femmes et d'autres groupes marginalisés pourraient trouver dignité et importance dans la société. La chute de Compaoré a apporté une nouvelle renaissance du Sankarisme, avec de nouvelles enquêtes sur sa mort et un intérêt renouvelé pour son héritage. La mobilisation populaire a été la clé non seulement de la révolution de 2014, mais aussi de l'échec du coup d'État de 2015. Comme le note Hagberg, de telles mobilisations reflètent non seulement des héritages révolutionnaires, mais aussi des changements générationnels, les jeunes burkinabè constituant majoritairement et dirigeant des formations relativement récentes, comme le Balai Citoyen et le Front de Résistance Citoyenne. <sup>181</sup>

D'autre part, ces mouvements ont eu plus de succès - et un rôle plus central - dans le renversement de Compaoré qu'ils n'en ont eu dans la construction d'un nouvel ordre national. Du point de vue de la gauche critique, le soulèvement de 2014 reste incomplet - ou, plus dramatiquement, les militants disent que l'esprit du soulèvement a été trahi par ce qui a suivi. L'insurrection populaire, a dit un militant, a été « écourtée par un coup d'Etat » - autrement dit, l'intervention militaire contre Compaoré en octobre 2014 - et « il n'y a pas eu de véritable changement », parce qu'essentiellement la même classe dirigeante reste au pouvoir. <sup>182</sup>

De plus, vu sous un certain angle, les deux principaux candidats aux élections de 2015 n'étaient pas des figures transformationnelles, mais des représentants de l'ancien régime : le candidat du MPP, Roch

---

<sup>180</sup> Hagberg, "'Thousands of New Sankaras'," p. 110.

<sup>181</sup> Hagberg, "'Thousands of New Sankaras'," p. 116.

<sup>182</sup> Entrevue avec O. Sanou, Ouagadougou, 14 juin 2019. De tels sentiments ne sont pas réservés aux révolutionnaires : un dirigeant éminent d'une organisation composée en grande partie de musulmans francophones bien éduqués a dit que « c'est comme si rien n'avait changé ». Entrevue avec Ilboudo.

Kaboré, comme indiqué plus haut, était un membre influent de la machine politique de Compaoré jusqu'en 2012 et n'a quitté le CDP de Compaoré qu'en 2014 (il faut toutefois noter que Kaboré a débuté sa carrière politique comme communiste). Comme l'a fait remarquer un groupe d'analystes, « la différence entre le CDP et le MPP est en fin de compte une question de timing »<sup>183</sup> – c'est-à-dire que les fondateurs du MPP ont quitté le CDP juste avant que le système de Compaoré s'écroule. L'autre candidat en tête en 2015, Zéphirin Diabré, a quitté la machine de Compaoré beaucoup plus tôt, en 1997, mais avait auparavant occupé plusieurs postes ministériels au sein du gouvernement Compaoré et avait été élu deux fois député au Parlement. Plus généralement, les deux candidats correspondent à un profil plus large de l'élite politique sahélienne d'aujourd'hui : un technocrate formé en France qui a fait de son expertise économique (dans le cas de Kaboré, dans le secteur bancaire ; dans celui de Diabré, dans le département de gestion de l'Université de Ouagadougou, puis dans le secteur privé) un atout pour une carrière politique. Aucun des deux candidats n'a d'ailleurs promis une refonte fondamentale de l'économie burkinabé ; en 2013, Diabré avait déclaré : « Je n'ai ni peur ni honte de dire que je suis néolibéral. »<sup>184</sup>

Si l'une des principales revendications des militants de gauche est une répartition plus équitable des ressources du pays, et donc un nouveau système de gestion économique, la réalisation de ce rêve semble éloignée. Pendant ce temps, les militants anti-corruption soutiennent que la corruption a temporairement reculé en 2015 à mesure que les acteurs clés se sont adaptés à l'environnement post-Compaoré et que des arrestations ont eu lieu, mais que la corruption a ensuite repris à partir de 2016 lorsque ces mêmes acteurs ont réalisé que la responsabilisation systématique n'était pas assurée.<sup>185</sup>

L'exigence de responsabilisation, de redistribution et d'un plus grand partage des ressources économiques et des bénéfices est apparue fortement à la fin de la période compaoréenne et s'est poursuivie dans l'ère post-compaoréenne. Ces demandes se recourent de manière complexe et peu claire avec l'insécurité au Nord et à l'Est.

<sup>183</sup> Hagberg et al., « Au cœur de la révolution burkinabè », p. 219.

<sup>184</sup> Abdou Zoure, « Zéphirin Diabré : 'Je n'ai ni peur ni honte de dire que je suis néolibéral' », Burkina24, 25 juillet 2013, <https://www.burkina24.com/2013/07/25/zephirin-diabre-je-nai-ni-peur-ni-honte-de-dire-que-je-suis-neoliberal/>; voir également Brian Peterson, "After the Coup in Burkina Faso: Unity, Justice, and Dismantling the Compaoré System," *African Arguments*, 25 septembre 2015, <https://africanarguments.org/2015/09/25/after-the-coup-in-burkina-faso-unity-justice-and-dismantling-the-compaore-system/>.

<sup>185</sup> Entrevue avec deux officiels du RENLAC.

Par exemple, un secteur très contesté est celui de l'exploitation de l'or. Le Burkina Faso se situe à l'échelon intermédiaire des pays producteurs d'or du monde, se classant au vingt-et-unième rang en 2017 selon une liste.<sup>186</sup> L'exploitation aurifère s'est développée rapidement au Burkina Faso au cours de la dernière décennie, passant de 5,5 tonnes en 2008 à environ 55 tonnes en 2018.<sup>187</sup> Au premier trimestre de 2018, trois des dix mines d'or les plus productives d'Afrique de l'ouest se trouvaient au Burkina Faso.<sup>188</sup> Depuis 2018, le site d'Essakan est la mine d'or la plus productive du Burkina Faso.<sup>189</sup> Essakan est situé à environ 40 kilomètres à l'est de Gorom-Gorom, la capitale de la Province de Ouadalan. La mine appartient à 90 % à IAMGOLD et à 10 % au gouvernement. La production commerciale y a démarré en 2010.<sup>190</sup> Pourtant « moins de la moitié des deux mille employés burkinabés d'IAMGOLD sont originaires de la province d'Essakane [sic], et seulement 16% proviennent des villages voisins (368 emplois pour 16 000 personnes déplacées). »<sup>191</sup> En 2012, les jeunes de la région protestaient contre Essakan, exigeant l'attention des autorités locales et nationales. L'administration Compaoré a répondu par des initiatives de développement à Dori, mais des régions comme Yagha et Ouadalan ont continué à être négligées. La période post-Compaoré a été marquée par la poursuite des plaintes et des manifestations périodiques, en partie parce que le climat politique plus ouvert permet une expression plus libre des griefs de longue date.<sup>192</sup>

Les griefs locaux contre les multinationales du secteur minier s'expliquent en partie par le fait que la ruée vers l'or a entraîné une activité minière artisanale généralisée - une situation qui a créé de graves tensions sur plusieurs sites. Un exemple de cette dynamique est le village de Pousghin, dans la Région du Plateau-Central. L'or y a été trouvé en 2002, mais peu avant la chute de Compaoré en 2014, les mineurs artisanaux du site ont été expulsés en faveur de West African Resources, une société minière australienne. Au milieu de la

---

<sup>186</sup> Amarendra Dhiraj, "The World's Largest Gold Producing Countries, 2018 Rankings," *CEOWorld Magazine*, 14 juin 2018, <https://ceoworld.biz/2018/06/14/the-worlds-largest-gold-producing-countries-2018-rankings/>.

<sup>187</sup> Tim Cocks and Ange Aboa, "Burkina Faso Expects Record 55 Tonnes of Gold in 2018 – Minister," Reuters, 16 février 2018, <https://af.reuters.com/article/investingNews/idAFKCN1G014M-OZABS>.

<sup>188</sup> CSA Global, "West African Gold Mines: Quarterly Summary to 31 March 2018," 2018, p. 1, <https://www.csaglobal.com/wp-content/uploads/2018/09/CSA-West-African-Gold-Mines.pdf>.

<sup>189</sup> CSA Global, "West African Gold Mines," p. 1.

<sup>190</sup> IAMGOLD, "Essakane Gold Mine, Burkina Faso," <http://www.iamgold.com/English/operations/operating-mines/essakane-gold-mine-burkina-faso/default.aspx> ; visité le 7 juillet 2019.

<sup>191</sup> Julie Snorek, "Attempting Social Responsibility at Iamgold's Mine, Burkina Faso," 25 juin 2017, <https://ejatlas.org/conflict/gold-and-water-rush-in-burkina-fasos-essakane-mine>.

<sup>192</sup> Entretien avec K. Kaboré, 11 juin 2019.

révolution, les mineurs artisanaux sont revenus mais ont été expulsés peu après par la Compagnie Républicaine de Sécurité, une division de la police nationale. « Selon la population locale, de nombreux mineurs artisanaux qui vivaient et travaillaient sur le site ont pratiquement tout perdu. Les habitants affirment que le marché a été incendié délibérément, les bicyclettes, les motos et autres... détruites. »<sup>193</sup> Sur un autre plan, l'exploitation minière artisanale génère également un ensemble de problèmes et de tensions socio-économiques, alimentant la prostitution, la consommation de drogue et la destruction de l'environnement dans un paysage déjà en manque de ressources.<sup>194</sup> En général, les perceptions populaires de l'exploitation minière artisanale sont divisées entre ceux qui saluent ses avantages économiques et ceux qui la considèrent comme une source d'insécurité.<sup>195</sup>

L'une des organisations militantes du pays, l'Organisation Démocratique de Jeunesse (ODJ), a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de manifestations de villageois et de mineurs artisanaux contre les grandes sociétés minières<sup>196</sup> en dénonçant ce qu'elle appelle les « enclaves coloniales » où les sociétés minières dictent les décisions aux habitants et même à l'Etat national.<sup>197</sup> Pour l'ODJ, ce travail s'inscrit dans un projet « anti-impérialiste » plus large - ils considèrent le Burkina Faso comme « un pays néocolonial », subordonné aux intérêts extérieurs et surtout français dans les domaines politique, sécuritaire et économique.<sup>198</sup>

La position des militants de gauche est cependant précaire, non seulement sur le plan rhétorique, mais aussi sur le plan physique. Les graves pressions auxquelles sont confrontés les militants sont illustrées par des incidents tels que la mort en mai 2019 de deux membres de l'ODJ dans la province de Yagha, région du Sahel. Le Président de la section Yagha de l'ODJ, Fahadou Cissé, et le Trésorier de la section, Hama Balima, ont été abattus alors qu'ils se rendaient à Sebba, la capitale de Yagha, pour une rencontre avec le Haut-

---

<sup>193</sup> Organisation Démocratique de la Jeunesse au Burkina Faso, "The Struggle against Sanbrado Gold Mining in Burkina Faso," translated by Bettina Engels, *Review of African Political Economy*, 5 juin 2019, <https://roape.net/2019/06/05/the-struggle-against-sanbrado-gold-mining-in-burkina-faso/>.

<sup>194</sup> Entrevue avec un chercheur burkinabè qui a requis l'anonymat.

<sup>195</sup> Hagberg et al., « Sécurité par le bas », p.42.

<sup>196</sup> Organisation Démocratique de la Jeunesse au Burkina Faso, "The Struggle against Sanbrado Gold Mining in Burkina Faso."

<sup>197</sup> Entrevue avec O. Sanou.

<sup>198</sup> Entrevue avec O. Sanou.

Commissaire de Yagha.<sup>199</sup> L'ODJ et ses alliés avaient tellement d'ennemis qu'ils ont refusé d'écarter tout suspect, même les autorités elles-mêmes. Lors d'une conférence de presse en juillet, le militant syndicaliste Bassolma Bazie a fustigé les autorités pour ne pas avoir procédé aux autopsies des deux militants de l'ODJ morts, et a appelé à punir et dénoncer les « exécutions sommaires et les règlements de comptes sous le couvert du combat contre le terrorisme ».<sup>200</sup> Pour l'instant, cependant, les deux morts montrent qu'être militant et critique burkinabè est redevenu une affaire dangereuse.

Un dilemme fondamental pour les militants est que si les griefs auxquels ils répondent sont largement répandus, la sympathie de la population en général est fluide. Comme indiqué plus haut, un sondage d'opinion réalisé en juin 2019 a montré qu'environ deux tiers des personnes interrogées étaient favorables au retour de Compaoré.

Les réalités du Burkina Faso post-Compaoré sont loin de répondre aux attentes de nombreux citoyens. Cette dynamique donne aux militants des munitions pour leur argument qu'un changement beaucoup plus radical est nécessaire. Cependant, la même dynamique donne aussi des munitions à ceux qui disent que le pays a eu trop de changements. Encore une fois, la question d'une identité et d'une trajectoire nationales claires se pose.

---

<sup>199</sup> Organisation Démocratique de la Jeunesse au Burkina Faso, « Nécrologie », juin 2019, <https://www.odj-burkina.org/index.php/fr/80-general/130-necrologie>.

<sup>200</sup> "Assassinat des deux membres de l'ODJ: 'Plus jamais ces types d'assassinat dans notre pays' selon BAZIE Bassolma," Gulmu Info, 8 juillet 2019, <https://gulmu.info/assassinat-des-deux-membres-de-lodj-plus-jamais-ces-types-dassassinat-dans-notre-pays-selon-bazie-bassolma/>.



# Recommandations

Les recommandations suivantes s'adressent en premier lieu aux autorités burkinabè et en second lieu aux autorités françaises :

1. Dans la lutte contre le djihadisme, s'efforcer de remplacer un cycle de panique et de déni par un cycle de retenue et de responsabilité :

Comme l'ont soutenu de nombreux analystes, « les forces de sécurité doivent faire preuve de discernement dans leur approche - en particulier lorsqu'elles tentent de déraciner Ansaroul Islam - et éviter les abus qui peuvent retourner la population contre elles et pousser les membres des communautés vivant dans les zones frontalières à rejoindre le groupe extrémiste ». <sup>201</sup> Pourtant les comportements des officiers et soldats en première ligne sont déterminés par les incitations et signaux venant des plus hauts niveaux du gouvernement burkinabè et des militaires et des autorités françaises. Les dirigeants burkinabè et français devraient éviter de faire pression sur leurs subordonnés pour qu'ils remportent des « succès » à court terme dans la lutte contre le terrorisme, pressions qui conduisent trop souvent au décompte des corps et à des sanctions collectives. Ces autorités devraient également éviter de présenter le conflit comme une « radicalisation » idéologique généralisée, qui peut conduire à la stigmatisation de larges populations. Les autorités burkinabè et françaises devraient plutôt veiller à ce que les unités de première ligne soient bien équipées, confiantes, prudentes, transparentes et communicatives vis-à-vis des populations locales. Une partie de cet effort pourrait comprendre des campagnes systématiques de recrutement parmi les groupes sous-représentés, ainsi que la formation des soldats qui ne parlent ni le fulfulde ni les autres langues couramment utilisées. Les autorités devraient simultanément s'efforcer de faire respecter l'obligation de rendre des comptes pour les individus de la chaîne de

---

<sup>201</sup> William Assanvo, "Security Alone Won't Save Burkina Faso from Extremism," Institute for Security Studies, 11 avril 2017, <https://issafrica.org/iss-today/security-alone-wont-save-burkina-faso-from-extremism>. See also Human Rights Watch, "Burkina Faso: Respect Rights During Counterinsurgency Operation," 22 mai 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/05/22/burkina-faso-respect-rights-during-counterinsurgency-operation>.

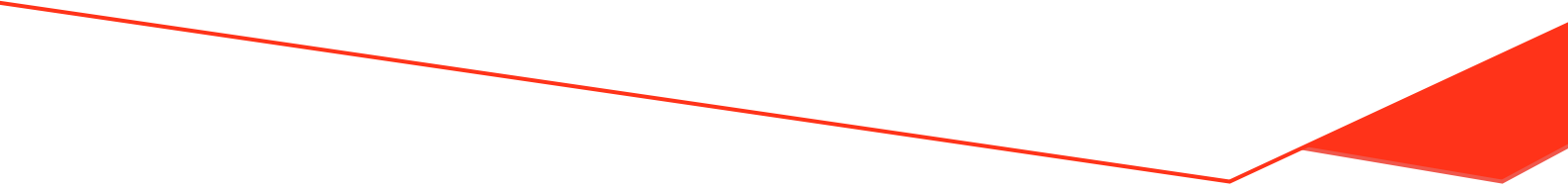
commandement qui détournent des fonds des budgets de sécurité ou qui commettent des violations des droits de l'homme.

2. **Négocier un accord à court terme avec les Koglweogo pour officialiser leur rôle en matière de sécurité et rechercher un accord à long terme pour les éliminer progressivement.**

A court terme, il serait préférable pour les dirigeants du pays d'accepter un accord qui formalise le rôle sécuritaire des Koglweogo, même si cet accord est davantage dicté par les Koglweogo que par les autorités, que de laisser le *statu quo* se maintenir. Si un tel accord permet aux Koglweogo de conserver une grande partie de leur indépendance, il devrait néanmoins accélérer et rendre obligatoires les efforts visant à mettre fin aux violations des droits de l'homme et aux actes de représailles commis par les Koglweogo. Les autorités de l'État devraient veiller à ce que le rôle des Koglweogo se limite aux patrouilles anti-banditisme, ce qui signifierait mettre fin au rôle des Koglweogo dans la lutte contre le djihadisme, le prononcé des peines contre les criminels présumés ou les conflits intercommunautaires. Les autorités pourraient également donner aux membres de Koglweogo l'accès à une formation avec les forces de sécurité ou des groupes de la société civile, dont certains ont déjà commencé. A court terme, mais surtout à long terme, les autorités doivent démontrer aux Koglweogo et à leurs communautés d'origine que l'État est déterminé à mettre fin aux facteurs qui ont donné naissance aux Koglweogo en premier lieu : le banditisme et le vol généralisés, le manque de fiabilité des gendarmes et de la police face aux suspects et l'incapacité générale de l'État à sécuriser les zones rurales et les périphéries urbaines. En fin de compte, l'État devrait chercher à convaincre les dirigeants des Koglweogo que l'État peut garantir la sécurité et ainsi éviter la nécessité d'une mobilisation communautaire continue.

3. **Rétablir un sentiment de souveraineté nationale et d'appropriation populaire du pays :**

La presse burkinabè, les sondages d'opinion et d'autres sources (y compris les interviews pour ce rapport) répètent à plusieurs reprises que le Burkina Faso et ses citoyens ont perdu à la fois le contrôle de leur pays et un sens de l'orientation et de l'objectif. Les autorités burkinabè devraient veiller à ce que, sur le plan économique, toute nouvelle expropriation de sites d'exploitation minière artisanale, de terrains de chasse ordinaires ou d'autres



sites se fasse dans la transparence et en indemnisant pleinement les déplacés et ceux qui ont été affectés. Dans la sphère politique, les autorités devraient veiller à ce que l'élaboration des politiques soit transparente et inclusive, en prenant au sérieux les demandes des citoyens ordinaires et des forces révolutionnaires. Dans le domaine de la sécurité, tant les autorités burkinabè que les autorités françaises devraient démontrer que le Burkina Faso contrôle son propre destin et que la lutte antiterroriste française ne l'emporte pas sur la souveraineté nationale.

## CONCLUSION

Les défis sécuritaires du Burkina Faso vont dans la mauvaise direction, ce qui soulève de sérieuses questions sur les perspectives d'avenir du pays et sur le risque de propagation de la violence - djihadiste, criminelle et intercommunautaire - dans de nouvelles zones du grand Sahel ainsi que dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.

Les causes de la crise sont multiples, allant des questions ultra-locales du changement social et des hiérarchies bouleversées dans le Nord et l'Est du pays, aux dilemmes au niveau national concernant l'élaboration des politiques et la souveraineté, aux tendances régionales liées aux séquelles permanentes et conséquences inattendues de la révolution de 2011 en Libye et de la rébellion de 2012 au Nord Mali.

Pour inverser les tendances négatives à l'œuvre au Burkina Faso, il faudra également des changements substantiels à tous ces niveaux, un processus qui nécessitera un cadre plus inclusif et transformateur pour la gouvernance, la lutte contre le terrorisme, la défense communautaire et l'élaboration des politiques.



RLS Research Papers on Peace and Conflict Studies  
in West and Central Africa  
Edited by Armin Osmanovic



**ROSA  
LUXEMBURG  
STIFTUNG**

**WEST AFRICA**

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal  
Téléphone : +221 33 869 75 19 | Fax : +221 33 824 19 95 | Site web : [www.rosalux.sn](http://www.rosalux.sn)